

AUJOURD'HUI

L'ascension vertigineuse des prix du pétrole importé obligera la majorité des Québécois à réviser dans les plus brefs délais leur budget de consommation d'énergie au fil des prochains mois.

LA PRESSE publie à cet effet, demain, un supplément spécial sur l'énergie qui permettra aux consommateurs de comprendre davantage qui profite de la hausse actuelle des prix, quelles sont les denrées les moins chères, quel est le danger qui guette le Québec au chapitre des approvisionnements pétroliers, quels sont les enjeux qui opposent actuellement Washington à Ottawa en matière de gaz naturel, etc.

"Les enjeux de l'énergie", tel est le thème du supplément annuel Québec '73 préparé par la section économie de LA PRESSE.

sport
-hebdo

• Marc Tardif et Réjean Houle se sont retrouvés à Los Angeles

• Wayne Thomas, un anglophone qui a compris

• Bob Gainey, un "p'tit nouveau" timide qui aime frapper

• Sam Berger, le financier, aura bientôt une décision fort importante à prendre

• Les anglophones flirtent les francophones au curling

Bourassa rencontre
Trudeau aujourd'hui

— page A 2

Master Charge : se
rendre jusqu'où Chargex
n'a pas voulu aller...

— page C 1

Les vêtements vont
coûter plus cher

— page A 8

LES
MAUX DE NOTRE
LANGUE

A propos d'un SOS

— page D 13

Mini-Loto

26669 : \$5,000.



Tous les participants qui avaient indiqué, sur leur billet, le numéro 8 sous la lettre A, 5 sous la lettre B, 4 sous la lettre C et 6 sous la lettre D gagnent dans l'ordre, ce qui rapporte \$2,300.00 dollars pour une mise de \$1.00 dollar.

Ceux qui avaient choisi les quatre mêmes numéros 8-5-4-6 mais dans un ordre différent, gagnent dans le désordre, ce qui leur mérite \$68.00 dollars pour chaque mise de \$1.00 dollar.

\$289,926.40 dollars ont été partagés entre 53 prix dans l'ordre et 2,132 prix dans le désordre.

SOMMAIRE

Arts et spectacles : A 10 à A 13
Bandes dessinées : C 6
Cinéma : A 13
Décès, naissances, etc. : D 13, D 14
"Dites-moi, docteur" : A 9
Économie : C 1 à C 3
Editorial : A 4
Êtes-vous observateur ? : D 10
Horoscope : A 8
Informations étrangères : C 7
Jardins et maisons : D 10
"Le combat magnifique" : D 3
Loisirs et récréation : C 6
"Mon œil sur Montréal" : A 8
"Mot-mystère" : D 9
Mots croisés : D 11
Petites annonces : D 1 à D 12
Radio et télévision : D 15
Sports : B 1 à B 7
Tribunaux : D 13
Vivre aujourd'hui : A 8, A 9

Essence et huile de chauffage:
deux cents de plus le gallon

de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Le ministre fédéral de l'Énergie, M. Donald S. MacDonald, a annoncé hier une série de mesures qui débouchent sur le relèvement des prix des produits pétroliers d'au moins trente à quarante pour cent d'ici la fin de l'hiver.

Les mesures adoptées sont les suivantes :
— augmentation de la taxe sur le pétrole canadien exporté aux États-Unis de 40 cents le baril à \$1.90,

contribuant ainsi à garnir les coffres de l'État fédéral de \$760 millions par année ou d'un peu plus de \$60 millions par mois;

— hausse immédiate des prix de l'essence et de l'huile de chauffage au Québec et dans les Maritimes de deux cents le gallon et augmentation comparable pour la plupart des autres produits pétroliers vendus à l'est de la vallée de l'Ottawa;

— deuxième augmentation d'au moins

trois cents le gallon pour la plupart des produits pétroliers d'ici la fin novembre au Québec et dans les Maritimes; certains fonctionnaires fédéraux estiment par ailleurs que cette hausse sera de quatre cents le gallon;

— relèvement prochain des prix de l'huile de chauffage et, probablement des huiles lourdes destinées à l'industrie, en Ontario et en Colom-

bie-Britannique; toutefois, aucune indication précise n'a été donnée à ce sujet;

— perspective de nouvelles hausses générales à travers le Canada à la fin de janvier 1974, de même qu'une augmentation substantielle des prix du pétrole brut canadien;

— préparation d'un plan d'urgence pour rationner la consommation de pétrole à l'est de la vallée de l'Ottawa pour prévenir toute aggravation du ravitaillement de pro-

duits pétroliers au Québec et dans les Maritimes.

A la surprise générale, le ministre MacDonald a passé complètement sous silence la hausse anticipée des prix du gaz naturel dans l'Ouest — le programme volontaire de gel des prix reste en vigueur jusqu'au premier février 1974 —, la création d'une agence de mise en marché pour rationaliser le mécanisme des prix à travers le

Voir ESSENCE, page A 6

Coup dur pour les
projets québécois

par Robert POULIOT

A moins que le gouvernement québécois ne puisse conclure dans les plus brefs délais un accord ferme avec l'Arabie Saoudite, le projet d'aménager un port pour super-pétroliers dans le golfe Saint-Laurent et de relancer l'industrie pétrochimique dans la province a été littéralement rayé de la carte hier par le gouvernement fédéral.

Au terme d'un sondage tenu auprès des principaux raffineurs de Montréal et selon les déclarations faites par le ministre fédéral de l'Énergie, M. Donald S. MacDonald, voici les principales conséquences qu'auront les décisions d'Ottawa sur le Québec:

• il coûtera désormais aussi cher, voire plus selon certains fonctionnaires fédéraux — certains affirment même jusqu'à 25 cents le baril — d'importer du pétrole du Venezuela et du Moyen-Orient à Montréal que du pétrole canadien, le Québec ayant perdu depuis hier les derniers

avantages de prix qu'il avait sur l'Ontario;

• le rationnement de la production pétrolière au Moyen-Orient pourrait occasionner une chute de 20 à 25 pour cent des expéditions de pétrole à Montréal, Petrofina ne sachant d'ailleurs pas à quoi s'attendre pour le mois de décembre et Golden Eagle raffinant de 10,000 à 15,000 barils de pétrole de moins que sa pleine capacité le lui permet;

• pour les consommateurs, le prix de l'essence régulière atteindra d'ici lundi un nouveau sommet de 62.9 cents (les prix actuels oscillent entre 56.9 cents le gallon et 60.9 cents) tandis que le prix de l'essence de première qualité touchera un plafond de 67.9 cents le gallon; une nouvelle augmentation d'ici la fin novembre portera les sommets respectifs à 65.9 cents et 70.9 cents;

• pour ce qui est de l'huile de chauffage (no. 2), les prix maximum se-

Voir COUP, page A 6

Force d'urgence
Sharp se rend
aux Nations unies

OTTAWA (PC, AFP) — La participation du Canada à la force d'urgence de l'ONU au Proche-Orient paraissait douteuse hier soir à la suite des réserves émises par l'Union soviétique.

Le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé aux Communautés qu'aucun soldat canadien ne partira pour le Moyen-Orient, tant qu'il n'aura pas obtenu des éclaircissements sur la situation. Il a ajouté qu'il rencontrera aujourd'hui le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. M. Sharp, en réponse à des questions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Communautés, a dit que Moscou n'était pas opposé à la participation du Canada, mais voulait simplement qu'un des pays du pacte de Varsovie soit représenté aussi sur la

force d'urgence, vu que le Canada est membre de l'OTAN.

Il n'est pas clair si la présence du Canada dans la force d'urgence serait inacceptable à Moscou, si M. Waldheim refuse d'inclure également un des pays du pacte de Varsovie.

M. Sharp a également indiqué que le débat spécial aux Communautés sur l'éventuelle participation canadienne serait remis à plus tard. Dans sa déclaration aux parlementaires, M. Sharp a affirmé que M. Waldheim éprouvait des difficultés pour déterminer la composition de la force d'urgence. Le ministre avait tenu ces propos avant que des dépêches fassent état des réserves, pour ne pas dire d'une opposition virulente, de Moscou. Voir SHARP, page A 6



photo Yves Beauchamp, LA PRESSE

"Avec Camil, ça ne se serait pas passé comme ça..."

La colère
créditiste
gronde

par Pierre-Paul GAGNE

envoyé spécial de LA PRESSE

ROUYN — "Avec Camil, ça ne se serait pas passé comme ça..."

A Rouyn, à Noranda, à Amos, à Val d'Or, partout dans le Nord-Ouest québécois, la colère créditiste gronde. Ouvertement, la tête d'Yvon Dupuis est mise à prix et on commence déjà à réclamer un nouveau congrès à la chefferie du parti.

"Et cette fois-ci, il (Dupuis) va s'apercevoir qu'on n'est pas des imbéciles..."

Depuis l'élection d'Yvon Dupuis à la chefferie créditiste, en février dernier, les militants du parti étaient inquiets et méfiants. Durant la campagne électorale, ils sont devenus nettement mécontents, mais espéraient que l'avenir donnerait raison à leur nouveau chef.

Il aura suffi de la seule journée de lundi dernier pour que cette inquiétude, cette méfiance et ce mécontentement se transforment en révolte.

Car, au pays des Réal Caouette et des Camil Samson, on n'est pas prêt de pardonner à Yvon Dupuis de s'être trompé et d'avoir également trompé les militants.

"Il nous promettait un balayage en règle à Montréal. La belle farce. Il n'a même pas été capable de nous garder nos 12 députés et de se faire élire dans Saint-Jean. Même Camil a failli y passer..."

Sourire énigmatique

Depuis lundi soir dernier, Camil Samson se promène dans la ville de Rouyn avec un sourire énigmatique accroché au coin des lèvres.

"Si Camil est en forme, ça va barder tout à l'heure", prophétise un vieux militant créditiste.

Chef du Ralliement créditiste lors des élections de 1970, et candidat défait à la convention du parti, en février dernier, Camil Samson prévient les journalistes de leur première question: "Personnellement, je n'ai encore tiré aucune

Voir COLERE, page A 6

Quand Paul-O. Trépanier
s'en va-t-en guerre...

par Louise COUSINEAU

GRANBY — A Montréal, on a peu entendu parler de Granby ces dernières années: le maire actuel, M. Jean-Louis Tétréault, admet qu'il n'est pas très fort en communications. Il aura fallu pour que de nouveau on tourne les yeux vers cette ville de l'Estrie que la vedette politique locale décide de remettre ça. Paul-O. est de retour peut se chanter sur l'air de Malbrough s'en va-t-en guerre.

Les Granbyens, qui viennent à peine de se remettre de la campagne provinciale, ne donnent toutefois pas l'impression qu'ils sont lassés de la politique: la campagne municipale qui connaît son aboutissement dimanche a retenu leur attention autant, sinon plus, que l'autre.

Les deux adversaires sont on ne peut plus à l'opposé l'un de l'autre, de tempérament et d'idées politiques.

Le maire Tétréault est un homme froid, peu apte à s'emporter, méthodique, peu communicatif. Il est maire depuis quatre ans.

Hier soir, il participait à un débat contradictoire avec son adversaire. Lorsque Paul-O. Trépanier l'a mis au défi de nommer une seule réalisation qui n'ait pas été commencée sous le régime précédent, le maire Tétréault est resté silencieux, sans sourciller.

Parce que justement, le maire avant lui, ça été Trépanier lui-même.

Visionnaire, flamboyant, violent, incapable de supporter les lenteurs administratives, Paul-O., et de cela même ses ennemis conviennent, n'est pas un ennuyant. Défaut que l'on attribue plutôt au maire actuel.

Le retour de Paul-O. en politique ne s'est pas fait sans éclat. Il a d'abord annoncé sa candidature par le truchement d'une lettre à Robert Stanfield, chef du Parti conservateur à Ottawa, lettre dans laquelle il en profitait pour démissionner du parti et pour renoncer pour les quatre ans de son mandat à toute incursion à un palier politique autre que le municipal.

A ses concitoyens, Paul-O. souligna deux faits importants: d'abord, qu'il se présentait avec une équipe, et qu'il tenait à gouverner avec cette équipe. "Si vous ne voulez pas voter pour mes candidats, ne votez pas pour moi", lança-t-il comme salve d'ouverture. Dans une ville confrontée à une "slate" pour la première fois, les paroles firent réfléchir.

Deuxième volet de sa campagne: Paul-O. juge que ses concitoyens sont taxés à la limite et que le citron a été assez pressé. Donc, il n'augmentera pas les taxes. S'il le faut, ses budgets seront déficitaires et il réclamera le surplus des gouvernements supérieurs.

Outre le fait qu'une action de ce genre est parfaitement illégale, étant

interdite par la Loi des cités et villes, Granby, si elle se révolte, risque la tutelle. Cela n'effraie pas le Don Quichotte granbyen qui se déclare prêt à la guerre.

La mairie, pour Trépanier, n'est que la première étape de son retour en politique. Déjà, il envisage la création d'un gouvernement régional, d'une campagne auprès de l'Union des municipalités du Québec pour que les commissions scolaires se retirent du champ de l'impôt foncier, qui sera occupé par les municipalités, qui abandonneront en retour du produit de la taxe de vente.

L'esprit de clocher

Et pour les personnes à faibles revenus, Trépanier préconise un crédit à la taxe foncière, comme cela se pratique en Ontario.

Au point de vue local, le plus grand ennemi de Trépanier n'est pas le maire actuel mais l'esprit de clocher, pas plus mort à Granby qu'ailleurs dans la province. Fini les conseillers qui tirent chacun la couverture en réclamant un parc ici ou une rue par là: à Granby, on va planifier à l'échelle de la ville et même du canton, pour le bien-être de tous.

D'ailleurs, tout le monde sera invité aux séances du conseil. Trépanier s'engage à faire disparaître les trônes

Voir TREPANIER, page A 6



photos René Picard, LA PRESSE



Jean-Louis Tétréault

mini-presse

le monde

□ La participation canadienne à la force d'urgence des Nations unies au Moyen-Orient est remise en question par les objections soulevées par l'URSS. Aussi le ministre des Affaires extérieures, M. Sharp, se rend aujourd'hui au siège de l'ONU pour conférer avec le secrétaire général. En attendant que l'affaire soit tirée au clair, aucun militaire canadien ne sera affecté au Moyen-Orient.

□ Au cours d'une conférence de presse donnée à Washington après son entrevue avec le président Nixon, Mme Golda Meir a suggéré hier que l'Egypte et Israël négocient un nouveau tracé plus cohérent des lignes de cessez-le-feu, impliquant de part et d'autre des mouvements de troupes par-delà le canal de Suez. Mais elle a réaffirmé qu'il n'y aura pas de retrait unilatéral des forces israéliennes. Elle a qualifié de "constructif" son entretien avec M. Nixon.

□ Du côté arabe, les premiers ministres d'Egypte, de Syrie et du Koweït ont tenu un mini-sommet à Koweït. La réunion a duré six heures, mais aucune indication n'a été donnée sur l'objet de la rencontre. Entre-temps, un calme relatif règne sur les lignes de cessez-le-feu malgré quelques incidents entre forces égyptiennes et israéliennes. Un influent journaliste du Caire évoque la possibilité d'une reprise des hostilités.

□ A Washington, alors que le président Nixon quittait précipitamment la capitale pour la Floride, trois membres influents du parti républicain ont suggéré que la seule façon pour le président de sortir de la crise provoquée par le scandale du Watergate est d'accepter de répondre aux questions de la commission Ervin. Un appel en ce sens est venu notamment du sénateur Goldwater, considéré comme la conscience du parti.

méto

□ Au procès du Dr Henry Morgentaler, le Dr Philippe Antonuk, qui témoignait hier, a exprimé son opposition à l'avortement sur demande. "Un foetus est un être humain et la vie n'a pas besoin de la loi pour exister", a-t-il dit. Tout en admettant qu'il pratiquait la contraception, il a affirmé qu'il refusait l'avortement comme moyen anticonceptionnel.

□ Irrité par les accusations portées, il y a deux jours, contre lui par son principal adversaire à la mairie de Laval, le maire sortant Jacques Tétreault, a réitéré hier, une par une, les allégations de son

antagoniste aux élections de dimanche. Il a traité par ailleurs le Dr Lucien Palement, à son tour, d'imposteur, usurpateur et cynique farceur.

□ Le maire sortant d'Anjou, M. Ernest Crépault, a tout jeté dans la bataille, ces derniers jours, dans un ultime effort pour conserver son poste. Il mène une lutte farouche sur tous les plans, tout d'abord devant les tribunaux, tant au civil qu'au pénal, et sur le plan de l'électorat. Retrouvant sa verve d'ancien, il joue à fond la carte de l'homme injustement traîné dans la fange partisane.

le sport

□ L'instructeur Scotty Bowman a peut-être trouvé la façon de motiver ses joueurs. Furieux du match nul de 1-1 que le Canadien a livré aux Penguins de Pittsburgh mercredi Bowman avait commandé un exercice dès 9h15 hier matin. Les joueurs étaient au rendez-vous, mais Bowman les a fait patienter jusqu'à 11 h. avant de commencer l'exercice, y allant même de commentaires à l'endroit de certains joueurs.

□ Le second Mike Widger, des Alouettes, est un bien vilain garnement. Il n'aime pas les exercices, il se couche tôt le matin, bref c'est un bon vivant. D'habitude un tel laisser-aller a vite fait d'être réprimandé par l'instructeur. Mais Widger ne laisse aucune chance à l'instructeur Marv Levy, qui ne peut rien lui reprocher sur le terrain. En attendant Mike s'amuse et joue...au football.

Québec n'est pas prêt à reprendre les pourparlers constitutionnels

par Gilles LESAGE
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Les premiers ministres Trudeau et Bourassa se rencontrent aujourd'hui même, à Ottawa, mais le chef du gouvernement du Québec n'est pas prêt à reprendre dès maintenant les pourparlers constitutionnels.

D'ailleurs, la visite de M. Bourassa au 24 de la rue Sussex, n'est pas l'objet principal de son voyage à Ottawa. Il s'y rend pour assister à la remise de la médaille Vanier 1972 au secrétaire général du Conseil exécutif du Québec, Me Julien Chouinard.

C'est par un communiqué d'à peine quelques lignes que les chroniqueurs parlementaires ont appris hier que les deux chefs politiques auront un entretien privé. Il n'est nullement fait état de l'objet des discussions.

Douche froide

Plusieurs y voient l'indice d'une reprise prochaine des discussions constitutionnelles. Mais M. Bourassa a lui-même jeté un peu d'eau froide en faisant savoir hier que son gouvernement n'est pas encore prêt. Dans une entrevue à la Presse Canadienne, il a en effet déclaré qu'il faudra encore quelques semaines avant que le Québec ne fasse connaître officiellement son point de vue sur cette question.

M. Bourassa veut d'abord en discuter avec ses collaborateurs, ses ministres et députés, dont plusieurs sont présentement en vacances. Il doit en priorité former son nouveau Cabinet, ainsi que préparer la prochaine session. Il doit aussi résoudre de nombreux problèmes laissés en suspens depuis la fin de septembre.

Le programme du Parti libéral prévoit la réouverture du dossier de la révision constitutionnelle, mais en termes très vagues et généraux. Interrogé à cet égard durant la campagne électorale, M. Bourassa ne fut guère plus explicite, disant qu'il voulait d'a-

bord explorer les possibilités de reprise du dialogue, interrompu à la suite de l'échec de Victoria, en juin 1971.

La "souveraineté culturelle"

Il a aussi dit que son objectif est d'assurer la "souveraineté culturelle" du Québec, ce qui est certes noble et généreux, mais n'en dit pas long sur les intentions précises du gouvernement. Il a fait état de trois secteurs précis: les communications et notamment le câble, sur lequel le Québec veut obtenir la compétence exclusive; la question linguistique et le domaine culturel. Si bien qu'à l'exception de la cablodistribution, l'on ne sait à peu près rien des désirs du Québec.

Il y avait bien le problème de la politique sociale et de la primauté législative que le Québec voulait obtenir à Victoria. Mais à la suite de son échec, il s'est rabattu sur des arrangements administratifs et législatifs — qui ont donné lieu à l'entente récente

sur les allocations familiales — qu'il ne songe pas à remettre en question.

L'initiative doit venir du Québec, a clairement indiqué M. Trudeau à plusieurs reprises. M. Bourassa en est bien conscient. Il lui faudra formuler des propositions claires et précises, sur lesquelles la campagne électorale ne jette aucune lumière.

Autres sujets

Même en excluant le dossier constitutionnel, qui est loin d'être "mûr", les sujets de discussion ne manquent pas entre Québec et Ottawa. Au premier plan, il y a le vaste dossier de l'énergie.

Les têtes de chapitre de ce dossier brûlant sont les suivantes: approvisionnement et coût du pétrole; projet de port pour superpétroliers, usine d'uranium enrichi, usine d'eau lourde, et le reste.

Pour le Québec, c'est le dossier numéro un, qui devrait faire l'objet de la majeure partie du tête-à-tête Tru-

deau-Bourassa. Ottawa veut-il toujours prolonger le pipeline de l'Ouest jusqu'à Montréal? Le cas échéant, le projet de port dans le Saint-Laurent est-il nécessaire, et doit-il être construit sur la rive sud (comme le veut Québec) ou sur la rive nord, comme le préférerait Ottawa?

Il y a en outre, pour compléter le menu, tout le problème du financement des programmes de santé, de l'expansion économique régionale, ainsi que le préoccupant dossier de l'inflation et de la hausse du coût de la vie.

On le voit, les sujets de discussion ne manquent pas pour les deux premiers ministres. M. Bourassa se présente à son homologue fédéral avec un mandat très net, dont il voudra tirer avantage, mais il serait surprenant qu'il en ressorte dans l'immédiat des nouvelles sensationnelles. Ce sera d'abord et avant tout une reprise de contact et la révision de certains dossiers brûlants.

Le coup le plus dur pour Loubier: perdre "son" comté de Bellechasse

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Plus que la débâcle de son parti le soir du 29 octobre dernier, sa défaite personnelle dans la circonscription de Bellechasse a été un dur coup pour le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier.

Ce comté qu'il représentait depuis 1962 à l'Assemblée nationale — circonscription rurale située à moins de 25 milles au sud-est de Québec — lui avait beaucoup apporté dans la vie.

Il parlait abondamment des agriculteurs, des ouvriers, des étudiants, des chefs de petites et moyennes entreprises de Bellechasse dans presque tous ses discours aux quatre coins du Québec.

A Saint-Gervais, lorsqu'il a su qu'il venait de perdre la poussière par une majorité supérieure à 1,000 voix, il déclarait sur un ton pathétique: "Je suis persuadé que ce n'est pas Gabriel Loubier qui a été défait dans Bellechasse. Du fond du coeur, merci pour ce que vous m'avez apporté dans la vie. C'est avec vous que j'ai appris à être plus courageux, plus honnête et plus sincère. Ce que j'ai fait dans le comté, je l'ai fait parce que je vous aimais et que vous m'aimiez. Je vous aime encore et je suis sûr que vous

aussi vous m'aimez encore dans Bellechasse."

"Son" comté

M. Loubier connaissait cette circonscription comme la paume de sa main. Il a vécu longtemps à Beaumont. Il y retournait tous les jours lorsqu'il était étudiant à Laval. Une fois député, il consacrait au moins une journée de bureau par semaine aux gens de son comté, en plus de les recevoir toute la semaine à son bureau au Parlement.

Contrairement au chef du Parti créditiste, M. Yvon Dupuis, M. Loubier n'a pas cherché à attribuer à des éléments extérieurs, au raz de marée libéral, sa défaite dans cette circonscription, aujourd'hui représentée par un député libéral, M. Pierre Mercier.

Le soir de sa défaite, parlant de M. Mercier à ses chauds partisans, il a espéré que le député de Bellechasse sache représenter de façon digne les gens de "mon comté". Ne pouvant cacher ses émotions et les larmes aux yeux, il ajoutait: "J'espère qu'il sera à votre service et qu'il saura vous représenter avec la dignité et la vigueur que vous méritez."

Un "gars" du comté

Même hier, la défaite du chef de

l'UN était difficile à accepter pour ses proches collaborateurs, tellement elle était imprévisible. On croyait que c'était le candidat créditiste qui aurait donné du fil à retordre à M. Loubier étant donné que le nouveau comté de Bellechasse absorbait une importante partie de la circonscription de Dorchester, qui était représentée auparavant par un créditiste, M. Florian Guay.

Il vivait pour la politique

Même si son parti allait enregistrer un recul marqué lors de la consultation populaire, il escomptait, dans un deuxième souffle, reprendre le travail qu'il avait amorcé pour réorganiser le parti. Le soir de l'élection, devant la défaite de ses principaux collaborateurs, il trouvait des mots pour apaiser ses organisateurs, jusqu'au moment où il apprit sa défaite personnelle. Personne n'a osé l'approcher. On ne l'avait jamais vu dans un état pareil. "L'homme de toutes les classes" pensait à lui peut-être pour la première fois depuis le début de cette tournée.

Le chef de l'UN s'envolait hier pour des lieux plus cléments où il pourra se reposer de cette épuisante campagne. Il songera à son avenir avant de penser à celui de son parti.

Des pensions pour les anciens députés de l'UN

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Les quinze ex-députés de l'Union nationale touchent une pension à vie, mais le raz de marée libéral laisse sans allocation de retraite les députés péquistes et créditistes défaits le 29 octobre dernier.

En effet, en vertu de la loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement, un député doit avoir siégé au moins cinq ans à l'Assemblée nationale pour pouvoir bénéficier de la caisse de retraite prévue à cette fin depuis 1948.

Ainsi, les députés du Parti québécois défaits, soit MM. Guy Joron, Camille Laurin et Charles Tremblay, ne peuvent bénéficier de cette retraite. Ils recevront leurs contributions à ce régime qui était constitué de 8 pour cent de leur salaire brut.

Les hommes politiques mariés pouvaient contribuer jusqu'à 10 pour cent de leur salaire brut. La valeur globale de leur contribution leur sera versée intégralement. Les députés sortants ne pourront bénéficier d'intérêt sur le capital et devront payer l'impôt et les contributions d'assurance-maladie.

Il en est de même pour les députés créditistes suivants: MM. Antoine Drolet, Armand Bois, Ronald Tétreault, Jean-Louis Bédard, Florian Guay, J. Aurélien Roy, Aurèle Audet, Bernard Dumont, Yvon Brochu et Paul A. Latulippe.

Tout comme les députés péquistes, ils ont été élus pour la première fois le 29 avril 1970 et n'ont pas réalisé un autre terme.

Les députés UN

Les députés unionistes, qui avaient tous rempli au moins un deuxième mandat, sont tous éligibles à cette caisse de retraite qu'ils se soient représentés ou non. Il s'agit de MM. Gabriel Loubier, Roch Boivin, Jean-Guy Cardinal, Jean-Paul Cloutier, Alfred Croisetière, Philippe Demers, François Gagnon, Guy Gauthier, Fernand Lafontaine, René Lavoie, Rémi Paul, Armand Russell, Montcalm Simard, Jean-Noël Tremblay et Clément Vincent.

Pour le Parti libéral, M. Claude Castonguay est le seul qui ne pourra bénéficier de cette caisse. MM. Bernard Pinard, Maurice Tessier, Georges E. Tremblay, Léo Pearson y ont droit de même que Mme Claire Kirkland-Casgrain.

Selon la loi, toute personne qui a été député pendant au moins 60 mois ou qui a été membre d'au moins deux législatures reçoit sa vie durant une pension annuelle équivalente à un pourcentage du montant total de ses contributions.

Ce pourcentage varie selon le nombre de mois que le député a été en fonction. Il est de 46,8 pour cent pour 60 mois de services jusqu'à 75 pour cent pour 96 mois de services.

Le calcul

Le mode de calcul est relativement simple: un simple député, qui gagne \$15,600 sans allocation contribue chaque année au moins 8 pour cent à cette caisse de retraite. Après huit ans de service, il recevra annuellement 75 pour cent de sa contribution globale, soit \$12,480.

S'il est ministre avec portefeuille, il peut contribuer 8 pour cent de son salaire annuel de \$31,200 et recevoir une pension annuelle de \$19,968, après huit ans de services.

Si un député demeure au service de ses concitoyens pendant plus de huit ans, sa contribution ne pourra jamais cependant dépasser le pourcentage de 75 pour cent de son salaire annuel global réalisé durant son mandat.

LA MÉTEO

Du temps incertain

Pour la fin de semaine il est à prévoir du temps très variable puisque le système atmosphérique d'hier devrait se déplacer à travers le sud du Québec, nous réservant ainsi d'autres averses mais dont l'intensité devrait être beaucoup plus faible.

Si les prédictions d'Alcide se réalisent celles-ci ne seront certainement pas appréciées par les nombreux chasseurs de gros gibiers qui profiteront d'une dernière fin de semaine de chasse.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Maximum : 50 — Minimum : 35. Nuageux avec éclaircies	Généralement nuageux

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	35	45	Nuageux risque d'averses	Généralement nuageux
Outaouais	35	50	Nuageux avec éclaircies	"
Laurentides	35	50	"	"
Cantons de l'Est	35	50	"	"
Québec	35	45	Nuageux risque d'averses	"
Rimouski	40	45	"	"
Lac-Saint-Jean	35	45	"	"
Baie-Comeau	40	45	"	"
Sept-Îles	40	45	"	"
Gaspé	40	45	"	"

au Canada

	AUJOURD'HUI	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	30	45
Alberta	Nuageux	20	25
Saskatchewan	"	20	30
Manitoba	"	20	32
Ontario	Pluie	40	45
Nouveau-Brunswick	"	—	—
Nouvelle-Ecosse	"	—	—
Ile-du-Prince-Edouard	"	—	—
Terre-Neuve	"	45	50

si vous partez

Aux Etats-Unis								
	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	49	62	Chicago	37	48	New Orleans	49	82
Washington	47	67	San Francisco	46	63	Miami	72	84
Boston	45	62	Los Angeles	55	70			

VERS LES CAPITALES

Paris	—	48	Moscou	—	30	Hong Kong	—	73
Londres	—	52	Stockholm	—	37	Lisbonne	—	64
Rome	—	64	Tokyo	—	61	Sydney	—	—
Berlin	—	41	Athènes	—	57	Tunis	—	66
Amsterdam	—	48	Casablanca	—	77	Vienne	—	37
Bruxelles	—	55	Genève	—	43	Varsovie	—	36
Madrid	—	64	Le Caire	—	79			

Vers les plages

Acapulco	77	88	Bermudes	69	77	Nassau	75	82
Mexico	54	77	Barbade	73	87	Rio de Janeiro	78	92

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

la pollution

Concentration d'anhydride sulfureux

Poste	Concentration moyenne	Concentration de pointe
Saint-Jacques	59	190

L'anhydride sulfureux n'est qu'un agent polluant sur plus d'une centaine, mais en général, quand celui-ci est à la hausse, les autres le sont aussi. La CUM vise comme objectif une concentration annuelle moyenne ne dépassant pas 60 microgrammes par mètre cube.

DERNIER JOUR

VIC TANNY

INVESTIT

\$3 MILLIONS

POUR L'EXPANSION

DE SES SUCCURSALES

PROFITEZ DES MAINTENANT DE NOS

TARIFS SPÉCIAUX



INFORMEZ-VOUS ET PROFITEZ DE NOS

TARIFS SPÉCIAUX

DISPONIBLES DANS TOUTES LES SUCCURSALES

Revalorisez-vous à nouveau grâce à Vic Tanny. Profitez des tarifs spéciaux extrêmement avantageux de Vic Tanny grâce au vaste programme d'expansion de \$3 millions actuellement en cours à travers le Canada. Un vous en donne plus que jamais... nos clubs santé et de mise en forme vous offrent en effet ce qu'il y a de mieux au niveau de la mise en forme et de la détente et cela pendant 7 jours par semaine. Courts de squash, pistes de jogging intérieures, diagnostic de mise en forme très sophistiqué et tous nouveaux programmes d'amalgame-réaffermissement avec guide alimentaire... et encore et encore et encore! Il faut vous inscrire maintenant de manière à profiter des tarifs spéciaux offerts pour un temps limité dans toutes les régions.

OFFREZ-VOUS LA GAMME LA PLUS COMPLÈTE D'AVANTAGES SANTÉ-BEAUTÉ AU CANADA

• Piscines tropicales • Bains chauds tourbillon • Salles de mise en forme avec moquette • Amalgamement esthétique • Saunas scandinaves • Bains de vapeurs turcs • Salles d'inhalation d'eucalyptus • Salles solaires "California" ultra violet • Massages professionnels.

A TITRE D'INVITE... PROFITEZ D'UNE VISITE D'ESSAI GRATUITE

VIC TANNY

8 CLUBS DE SANTÉ ET DE MISE EN FORME

AIR CONDITIONNÉ

866-3992

pleins feux sur l'actualité

Le pétrole au Moyen-Orient, ce sera vital pour les USA en 75

LA RESERVE mondiale de pétrole s'élève à 670 milliards de barils dont 426 se trouvent au Moyen-Orient, lequel est composé de pays arabes, l'Iran excepté.

L'Union soviétique dispose de 75 milliards de barils. Ce qui suffit à ses besoins domestiques. Aucun autre grand consommateur ne peut en dire autant. Partant, pour Moscou le Moyen-Orient n'a pas l'importance que doivent lui accorder les Etats-Unis et les pays ouest-européens.

Les Américains qui, jusqu'en 1960, environ, pouvaient à peu près se suffire à eux-mêmes et dont les puits ne fournissent que 37 milliards de barils, ont dû importer, en 1970, 22 p. cent de leur pétrole principalement du Venezuela et du Ca-

nada. Mais le premier pays n'a que 14 milliards de barils en réserve, le second, 10 — réserves connues, s'entend, dans les deux cas.

Une valeur qui augmente

Les peuples de notre planète consomment environ 5,2 millions de barils de pétrole quotidiennement, les USA à eux seuls près du tiers de cette quantité, l'Europe de l'Ouest autant, approximativement. Les plus "assoiffés", ensuite, sont évidemment l'URSS et le Japon.

Des explorations aboutissent à une augmentation des réserves, sauf aux Etats-Unis où il semble que tous les gisements aient été exploités, ou aient atteint le maximum de leur rendement. Dès 1975, ils devront importer annuellement environ un tiers de leur pétrole.

Ce qui rend difficile la totalisation plus précise des réserves, c'est le fait que des pays ne soutirent

pas de leur sol tout l'or noir qu'il contient, cette richesse étant susceptible d'augmenter en valeur tandis qu'elle reste en partie inexploitable.

Faïçal voudra-t-il ?

Ces calculs peuvent un jour se révéler faux, si on réussit à trouver d'autres sources de carburant, des succédanés quelconques. Aux Etats-Unis, où il abonde, on pourrait employer le charbon, produit non toxique.

Pour les Américains le problème qui va se poser c'est de trouver le supplément, de plus en plus considérable, de pétrole qu'ils requièrent : ils ne peuvent compter que sur l'Arabie Saoudite, chacun des autres fournisseurs ne pouvant faire l'appoint.

Reste à savoir si, en dehors de la question israélo-palestinienne, Faïçal voudrait augmenter la production de ses puits dans la me-

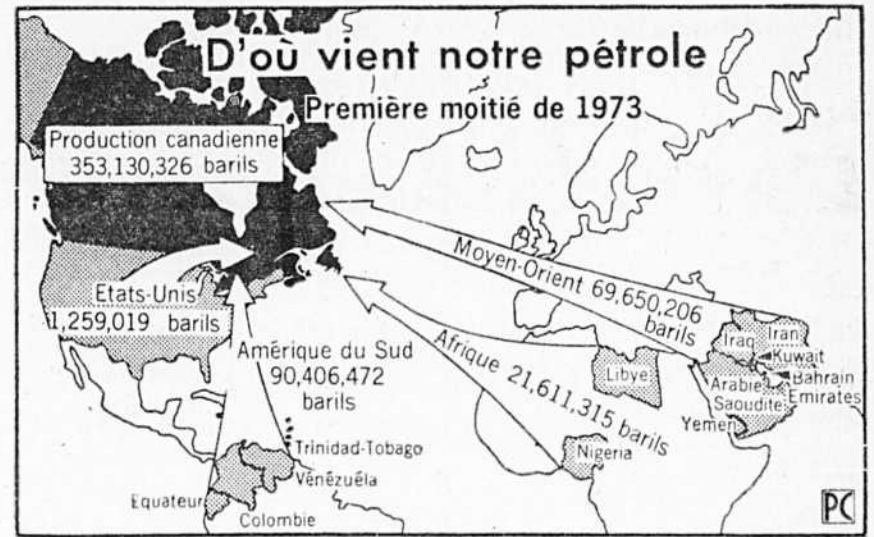
sure des besoins des Etats-Unis et d'autres pays.

De 9 à 14 millions de barils par jour

En 1972, les Américains exploitaient 10 p. cent de leurs réserves. L'Arabie Saoudite, 1,7 p. cent. Ainsi la production américaine atteignait quotidiennement 9,3 millions de barils, celle de l'Arabie 6,5 millions.

Cette dernière production croît rapidement : elle pourrait être de l'ordre de 14 millions de barils par jour l'année prochaine. Seulement, il n'est pas sûr du tout que les Arabes en question en pompent autant. Quelques-uns de leurs conseillers occidentaux croient qu'ils seraient mal avisés de le faire. Quoi qu'il en soit, la production atteint 9 millions de barils par jour en 1973.

Les suites du dernier cessez-le-feu au Moyen-Orient pourraient avoir des répercussions dans le pays de Faïçal et chez les autres



Bien que le Canada soit un exportateur de pétrole, il doit quand même compter sur les importations pour répondre aux besoins dans la partie est de la vallée de l'Outaouais. Vingt-cinq pour cent du pétrole importé provient des pays arabes, et pour cette raison le gouvernement canadien est inquiet de la décision prise par ces nations de réduire les expéditions de pétrole aux pays qui supportent Israël.

producteurs arabes, dans le domaine pétrolier.

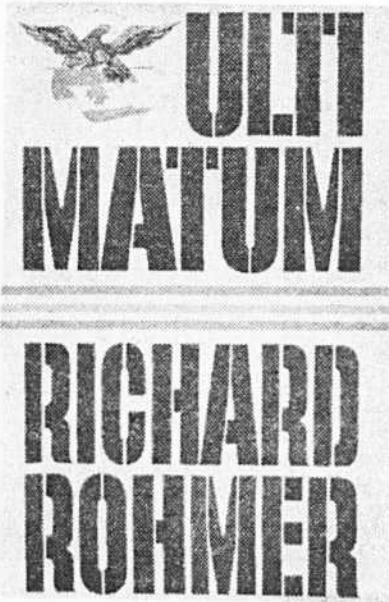
A long terme il n'y aura pas pénurie d'énergie. Mais il faudra indubitablement du temps avant qu'on puisse exploiter les gisements de pétrole qui se trouvent sous l'eau; avant qu'on puisse transporter le pétrole de l'Alaska; avant qu'on mette au point de meilleures méthodes, secondaires et tertiaires, d'exploitation des gisements déjà

connus, des nappes d'huile de schiste.

En somme, les cinq prochaines années devraient être difficiles pour les pays qui font une grande consommation d'énergie provenant du pétrole raffiné. Encore une fois, le rôle de l'Arabie Saoudite sera capital durant ce laps de temps tout particulièrement.

□ The Christian Science Monitor

le monde qui s'écrit



ULTIMATUM
par Richard ROHMER
227 pages
aux éditions Clarke, Irwin & Company Ltd., Toronto/Vancouver, 1973.

OTTAWA, octobre 1980.
Neuf heures du matin. Le premier ministre canadien, Robert Porter, décroche le récepteur du téléphone. Au bout du fil, le président des Etats-Unis parle avec assurance : "Comme vous le savez, monsieur le premier ministre, je sollicite un nouveau mandat le mois prochain. Comme politicien, vous comprendrez que

je veuille faire maison nette avant le déclenchement des élections... "Ce matin, je veux vous parler de gaz naturel..."

Après avoir passé en revue les conséquences dramatiques de la crise de l'énergie, qui étreint l'Amérique depuis 1971 — fermeture d'usines, chute de la production, recul sur les marchés internationaux face à l'Europe et au Japon, ralentissement des services —, le président lance son ultimatum.

"Les Etats-Unis ne peuvent attendre plus longtemps une décision de la part du Canada. Nous avons absolument besoin de votre gaz naturel dans l'Arctique et dans le delta du Mackenzie. Après consultation avec le Congrès et le Sénat, je vous lance un ultimatum.

"D'ici six heures demain soir, le parlement canadien doit s'engager à :

- régler la question des droits des Indiens, des Esquimaux et des Métis dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon en marge de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel;
 - donner aux Etats-Unis libre accès à toutes les réserves de gaz naturel des îles de l'Arctique, sans référence aux besoins futurs du Canada;
 - accorder aux Etats-Unis le droit d'édifier toutes les voies de transport nécessaires à l'acheminement du gaz naturel vers nos marchés et le libre accès à n'importe quelle région du Canada pour mener à bien cette tâche.
- Deux cent vingt-sept pages d'un

Les États-Unis annexeraient-ils le Canada pour du gaz naturel?

réalisme effroyable, digne d'une émission radiophonique d'Orson Wells au début des années '30. Tel est le roman et, à la fois, le manifeste politique que vient de livrer aux Canadiens un avocat de Toronto, Richard Rohmer.

Dans le désert des publications et analyses canadiennes en matière d'énergie, le document de Richard Rohmer est une véritable bombe à retardement.

Pour deux raisons. D'abord, à cause du réalisme des détails et du cadre de l'action.

Tout, depuis les organisations d'indigènes comme le COPE (Committee for Original People's Entitlement) jusqu'aux difficultés techniques éprouvées par les ingénieurs du Polar Gas Study Group (le consortium formé par Panarctic Oils pour construire un gazoduc depuis les îles de l'Arctique jusqu'aux marchés américains), en passant par l'état de crise aux Etats-Unis et le financement de l'exploration d'hydrocarbures dans le Grand Nord canadien, prolonge exactement la situation actuelle.

De là à faire le saut jusqu'à l'ultimatum américain, dont le rejet par les Communes entraînerait l'annexion du Canada aux Etats-Unis, il y a peu d'efforts d'imagination à faire. D'autant plus que Washington et Ottawa nous préparent depuis le début des années '60 à la conclusion d'un pacte continental de l'énergie.

Le lecteur a donc la nette im-

pression de lire une manchette de quotidien, comme celle titrée par le Globe and Mail de Toronto en 1980: "U.S. Threatens Canada", accompagnée d'un éditorial, à savoir anti-américain, du rédacteur en chef invitant les Canadiens à manifester contre le mépris des Etats-Unis à leur égard.

En deuxième lieu, et c'est là que le roman devient vraiment dangereux, Rohmer a expliqué, au cours d'entrevues accordées depuis la parution de son livre, il y a deux semaines, qu'il trouvait la politique canadienne trop hésitante vis-à-vis des Etats-Unis. En bref, a soutenu l'avocat, si le Canada ne développe pas rapidement ses réserves de gaz naturel au profit des Etats-Unis, son roman de science-fiction risque de devenir réalité.

En fermant le livre, le lecteur éprouve non seulement l'impuissance d'avoir assisté à un combat carrément inégal entre les deux pays — l'annexion du Canada aux Etats-Unis se fera par l'occupation militaire — mais une émotion encore plus forte en tant que Canadien : l'ultimatum, adressé au parlement, est en fait dirigé contre lui.

Et quelle que soit l'interprétation qu'il veut donner Rohmer à son livre, le lecteur pressent comme inévitable la défaite du Canada dans un affrontement de cette taille, où Washington est prêt à mettre en oeuvre toutes les sanctions écono-

miques nécessaires pour gagner son point.

En somme, les actionnaires, américains pour la plupart, du Canadian Arctic Gas Study Ltd. (consortium créé pour construire le gazoduc de l'Arctique occidentale le long du Mackenzie) de même que ceux du Polar Gas Study Group n'auraient pu assener un meilleur coup de massue aux Canadiens pour hâter une décision favorable à leur projet.

L'initiative de Richard Rohmer est d'autant plus remarquable que tout le débat actuel, centré autour du développement et du transport du gaz naturel canadien des sources occidentales et orientales de l'Arctique, porte sur l'échéancier des deux projets.

En effet, selon des études entreprises il y a un an et demi à l'Université de Colombie-Britannique (vous n'aurez qu'à vous référer à ce sujet au supplément d'énergie de LA PRESSE, demain), plusieurs économistes soutiennent qu'une exploitation trop rapide des réserves de gaz de l'Arctique ferait perdre au Canada des milliards de dollars sous forme de redevances fiscales. John Helliwell, l'un des responsables du groupe universitaire, estime que le projet du Mackenzie devrait être reporté de 1978 à 1985 ou même 1990, pour permettre au Canada de retirer le maximum de ses ressources naturelles, tout en servant d'abord ses propres marchés.

De toute évidence, le roman de Rohmer contribue à rejeter, du revers de la main, une planification saine et rentable de l'exploitation de nos matières premières.

Les nationalistes les plus sévères n'auront pas tort de qualifier ce document de "terrorisme intellectuel".

Au-delà des prises de position, cependant, Richard Rohmer a sûrement contribué à politiser de haute main toute la question d'énergie qui crée tant de divisions régionales, à l'heure qu'il est, à travers le Canada.

Non seulement a-t-il raison de signaler le tort des gouvernements fédéral et provinciaux de faire preuve d'hésitation en matière de législations claires et précises au secteur de l'énergie — son roman illustre d'ailleurs très bien le peu d'harmonie entre les politiques fédérale et provinciales — mais l'avocat torontois a le mérite d'avoir tracé, en termes on ne peut plus foudroyants, le danger que suscite au Canada la crise de l'énergie aux Etats-Unis.

Reste à savoir si les Canadiens ont le temps de faire le consensus là-dessus avant 1980!

Robert POULIOT

Richard Nixon utilise de vulgaires expédients pour se tirer d'affaire

par Charles DAVID

DECIDEMENT, par la volonté d'un Richard Nixon en plein désarroi, empêtré dans une situation de plus en plus embarrassante et obligé de se lancer dans de pénibles improvisations pour retarder visiblement une fatale échéance, la Maison-Blanche s'est transformée en une véritable boîte de Pandore.

Il fallait tout simplement y penser : les fameuses bandes magnétiques qui contiennent les enregistrements des conversations du président Nixon avec l'ex-conseiller de la Maison-Blanche, John Dean, et l'ancien ministre de la Justice, John Mitchell, n'ont jamais existé. Mais, malheureusement pour le président Nixon, cette trouvaille, si "géniale" soit-elle, risque de renforcer l'impression profonde du peuple américain, et ce sans le secours d'une presse "perfidie, i-cieuse et haineuse", que le président des Etats-Unis est réduit à recourir à de vulgaires expédients pour tenter d'échapper aux conséquences inévitables du scandale du Watergate.

Motifs inexplicables

En effet, au lendemain de la décision inattendue du président Nixon de remettre au juge Sirica les fameuses bandes magnétiques dont le refus de livrer le contenu avait conduit la Maison-Blanche à mener, par tous les moyens, un véritable combat à retardement, la

nouvelle démarche surprenante de la Maison-Blanche ne peut que relancer la vague d'hostilité qui réclame la destitution du président Nixon et alimente cette verve de scepticisme et de méfiance entourant, désormais, toutes les initiatives présidentielles.

De plus, dans la mesure où l'existence de ces bandes magnétiques serait prouvée hors de tout doute, on peut difficilement, néanmoins, comprendre les motifs de la farouche détermination du président Nixon qui l'a conduit à déclencher une grave crise constitutionnelle et susciter la réprobation profonde du peuple américain. D'autant que l'on s'explique mal les raisons d'une révélation aussi tardive survenant de surcroît après l'échec d'un compromis et les remous provoqués par le renvoi du procureur spécial Archibald Cox et la démission du ministre de la Justice, M. Elliot Richardson.

Coïncidence bizarre et fâcheuse

Révélation, certes, singulière car elle revêt une importance fondamentale pour le dénouement du scandale. En effet, la Maison-Blanche, par la voix du conseiller présidentiel Fred Buzhart, a soutenu, à la stupefaction générale, qu'à la suite d'un mauvais fonctionnement de l'appareillage électronique en service dans les bureaux du président Nixon, la conversation de John Dean avec le président n'a pu être enregistrée. Quant à l'appel téléphonique de l'ancien ministre de la Justice, John Mitchell, là encore le système électronique ne pouvait entrer en activité, le prési-

dent ayant utilisé un téléphone placé dans ses appartements privés.

Ainsi donc, les deux seuls enre-



L'humour n'a pas perdu ses droits à la Maison-Blanche.

gistements qui pouvaient apporter la preuve irréfutable de l'innocence ou de la culpabilité du président Nixon dans la tentative d'étouffement du scandale du Watergate, par une coïncidence bizarre et fâcheuse, sont les seuls à faire défaut, pour des raisons d'ordre technique, à la collection des bandes magnétiques de la Maison-Blanche. On peut se demander, dans ce cas précis, si éventuellement l'acte de foi n'aurait pas tendance à se confondre péniblement avec l'acte de charité.

La survie du président Nixon en jeu

Car, c'est, en effet, au cours de ces conversations — cruciales donc pour les suites de l'enquête — que le président Nixon aurait discuté avec l'ex-ministre John Mitchell des détails du scandale qui venait d'éclater et aurait été informé par l'ancien conseiller Dean de la décision de ce dernier de mettre fin aux manœuvres illicites pour étouffer le scandale. Or, le président Nixon a toujours soutenu son ignorance des prémices du scandale et décline toute participation à l'étouffement de l'affaire.

Désormais, loin de s'apaiser, ce nouveau rebondissement de l'affaire Watergate déjà fertile en coups de théâtre pose d'une façon impérative le problème de la survie du président Nixon à la Maison-Blanche, la crise étant appelée à connaître de nouveaux rebondissements de plus en plus spectaculaires. Déjà, en effet, le sénateur Erynn s'est étonné des déclarations de la Maison-Blanche, affirmant

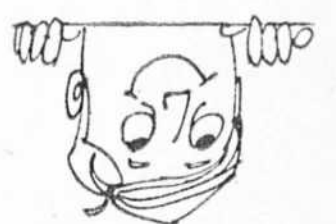
avoir reçu l'assurance formelle de l'existence de toutes les bandes magnétiques et de leur parfaite authenticité. On a remarqué, de plus, que, pour la première fois, l'île conservatrice du Congrès ne se gêne plus pour critiquer amèrement le président.

Nouveaux développements

D'ailleurs, le sénateur Mansfield a immédiatement déposé un projet de résolution en vue d'étendre le mandat de la Commission sénatoriale sur l'affaire du Watergate pour lui permettre d'enquêter sur les conditions dans lesquelles le président Nixon a révoqué le procureur spécial Archibald Cox. Quant à la commission judiciaire du Sénat, elle s'appête à rouvrir les dossiers des relations suspectes du conglomérat ITT avec l'Administration Nixon.

En effet, en dépit des démentis de la Maison-Blanche qui profitent de l'occasion pour continuer ses attaques contre la presse, l'ancien ministre Richard Kleindienst devait confirmer les ingérences du président Nixon dans l'action entreprise par le ministère de la Justice contre la société ITT pour violation de la législation anti-trust.

Il est à se demander, en face de tous ces événements qui démontrent les ramifications profondes de ce cancer qui ronge les Etats-Unis, si, curieusement, Richard Nixon n'a pas voulu célébrer dignement, à sa manière, le cinquantième anniversaire du scandale du "Teapot Dome". On aurait mauvaise grâce à lui refuser ce succès.



FAUT QU'ETU SOIS LÀ!

Dans les estrades climatées ou à l'élégant restaurant Le Centaure, aux bars-salons, devant les téléviseurs en circuit fermé, à la cafétéria, aux snack-bars mais surtout sur la piste: Blue Bonnets c'est tout un spectacle de courses.

Blue Bonnets
C'est plein d'allure!



en bref

Richardson reste à son poste

OTTAWA — Le ministre de la Défense nationale, M. James Richardson, semble avoir reçu l'assurance que le programme de construction d'usines nucléaires se poursuivra dans l'Ouest.

M. Richardson, qui représente Winnipeg aux Communes, a toujours insisté pour que le gouvernement contribue financièrement à la construction de centrales nucléaires dans l'Ouest du Canada. Il a menacé de démissionner à ce sujet.

"Les discussions se poursuivent toujours, mais je pense qu'elles sont en bonne voie d'aboutir", a-t-il dit hier.

Le premier ministre Trudeau, qui répondait à des questions en Chambre, a indiqué qu'il y avait au moins deux endroits dans l'Ouest canadien qui sont susceptibles d'être choisis pour l'érection d'usines d'eau lourde.

Les lignes aériennes américaines refusent les règlements canadiens

OTTAWA — Les pourparlers canado-américains sur le transport aérien ne progressent nullement parce que les Américains exigent que leurs lignes aériennes qui viennent au Canada ne soient pas assujetties à certains règlements de la Commission canadienne des transports, tient-on de bonne source.

Les pourparlers achoppent sur la question des vols notifiés. Le ministre des Transports, M. Jean Marchand, se montre néanmoins optimiste. Il a confié hier après-midi notamment avec Edgar Benson, président de la Commission des transports.

A Washington, l'un des principaux négociateurs américains, Michael Styles, a déclaré que les pourparlers sont dans "une sérieuse impasse" et qu'il n'est pas question pour le moment de les reprendre. Ils ont été suspendus mercredi.

60 p. cent des candidats perdent leur cautionnement

Le raz de marée libéral au Québec, a fait perdre à plus de 60 p. cent des candidats le cautionnement de \$200 qu'ils ont dû fournir en se présentant.

Ce cautionnement est confisqué si un candidat n'obtient pas la moitié des voix recueillies par le vainqueur, dans une circonscription donnée.

Une compilation faite hier montre que, à la suite de la dernière élection provinciale, 287 des 479 candidats ont dû ainsi céder leur cautionnement au Trésor. Aucun candidat libéral, cependant, n'a été touché par cette mesure.

Les 287 candidats malchanceux se répartissent comme suit: Parti québécois 49, Parti créditiste 96, Union nationale 104 et indépendants ou communistes 38.

Pas de concession sur la câblodiffusion

OTTAWA — Le ministre fédéral des Communications, M. Gérard Pelletier, a déclaré hier aux Communes qu'il n'envisageait pas de statut particulier pour le Québec concernant l'épineuse question de la câblodiffusion.

Répondant à une question du député créditiste de Champlain, M. René Matte, qui lui demandait des précisions quant à l'évolution du problème des juridictions sur la câblodiffusion, le ministre a rappelé que cette question allait être étudiée au cours de la prochaine conférence fédérale-provinciale des ministres des Communications, qui se tiendra les 27 et 28 novembre prochains.

M. Pelletier a précisé que la problématique qui sera abordée en cette occasion portera plus spécialement sur la définition des objectifs nationaux et provinciaux et sur l'étude des moyens de les concilier.

Audience à Québec sur le câble et le téléphone

QUEBEC — La Régie des services publics tiendra une audience publique à Québec, le mardi 6 novembre, au cours de laquelle elle entendra les industries du câble et du téléphone.

Au cours de cette audience, la régie entendra les points de vue des deux concurrents sur les questions suivantes:

- possibilité de permettre à une entreprise de téléphone d'agir comme seul transporteur de communications dans son territoire;
- possibilité de permettre à une entreprise de câblodistribution d'agir comme seul transporteur de communications dans son territoire;
- possibilité que la régie oblige une entreprise à utiliser les installations d'une autre entreprise lorsqu'elle traverse le territoire de cette dernière;
- conditions de raccordement des installations des entreprises de communications de tous genres.

Par la suite, la régie entendra les causes spécifiques de trois entreprises: Téléphone du Nord de Québec, Québec-Téléphone et Télébec.

ESSENCE

SUITE DE LA PAGE A 1

pays et les perspectives de pourparlers prochains avec les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient.

Les hausses de prix

Personne au gouvernement canadien ne peut donner l'assurance que le plafond des prix sera atteint d'ici la fin de l'année. Bien plus, on ne peut pas donner l'assurance qu'il y aura suffisamment de pétrole pour passer l'hiver sans prendre des mesures plus rigoureuses que le rationnement volontaire proposé à tous les consommateurs, individus, industries, municipalités et gouvernements.

Tout dépendra, a dit M. MacDonald, des approvisionnements qui proviendront ou pas du Moyen-Orient d'une part et du genre d'hiver qu'on aura.

A supposer que tout approvisionnement soit coupé on aurait dans l'est du Canada des réserves pour 100 jours en huile à chauffage et 50 jours en essence.

La situation est à ce point critique que le gouvernement fédéral estime présentement légitime de faire sur le gouvernement du Québec toutes les pressions dont il est capable pour accepter sans délai l'idée d'un pipeline jusqu'à Montréal pour permettre le plus tôt possible une nouvelle source d'approvisionnement, celle de l'huile albertaine.

La question sera vraisemblablement abordée aujourd'hui même à Ottawa alors que le premier ministre Bourassa rencontre M. Trudeau. Ottawa souhaite que les travaux de construction commencent au début de 1974.

Il faudrait dans des conditions normales deux ans pour construire ce pipeline, mais dans des circonstances d'urgence, en mobilisant en priorité l'acier et les hommes nécessaires, on pourrait le faire en huit mois.

En attendant ce pipeline dont la nécessité est déjà tout à fait évidente, selon M. MacDonald, on a déjà pensé à utiliser par exemple le port de Québec dans l'hypothèse où les Arabes refusent carrément de vendre du pétrole au Canada via le port de Portland dans le Maine, comme on a déjà des raisons de le craindre. Cette solution est déjà praticable, mais les frais de transports augmenteraient.

Indépendamment de cette porte d'entrée par les États-Unis, M. MacDonald demeure quand même incertain sur la permanence des approvisionnements puisque le Canada ne figure pas sur la liste de priorité des pays exportateurs arabes.

Le Canada figure sur la liste des "pays neutres" avec le Japon et plusieurs pays africains. Même les "pays amis" comme la France et la Grande-Bretagne ne sont pas certains d'un approvisionnement permanent, a mentionné le ministre MacDonald.

Par ailleurs, autant la solution du pipeline au-delà de la ligne Borden devient impérieuse, autant la solution du super-port devient problématique. Si les importations demeurent possibles à la condition que le port d'entrée ne soit pas américain, alors là le super-port s'imposera rapidement. Si les importations sont éventuellement coupées, le super-port ne serait plus qu'un éléphant blanc.

On se souvient de la réaction extrêmement vive du gouvernement albertain, en mars de cette année, lorsque le gouvernement fédéral a décidé d'imposer une taxe de 0.40 du baril sur les exportations de pétrole. Cette taxe vient d'être portée à \$1.90 du baril. A cause de la rareté de pétrole aux États-Unis, les prix montent naturellement. Plutôt que d'enrichir les gisements des grandes compagnies exportatrices, le gouvernement canadien a préféré imposer cette nouvelle taxe juste assez élevée pour laisser le pétrole concurrentiel sur le marché de Chicago, qui est aussi alimenté par du pétrole qui lui parvient par la vallée du Mississippi.

Cette taxe équivaudra à 60 millions par mois que M. MacDonald entend utiliser pour des recherches dans des domaines énergétiques: soit pour favoriser la mise en valeur des réserves dans les sables de l'Atabaska, soit pour de nouvelles formes d'énergie.

M. MacDonald n'a pas écarté non plus l'hypothèse que le gouvernement soit politiquement obligé de partager les revenus de cette taxe avec les provinces productrices, mais un débat violent va sûrement précéder l'harmonisation.

Si à l'est de la rivière Outaouais, rien ne vas plus très bien, les choses ne sont pas au mieux non plus à l'ouest. L'Ontario et la Colombie-Britannique connaissent aussi une hausse des prix de l'huile à chauffage aujourd'hui. Pour les autres produits pétroliers, le gel volontaire des prix continuera jusqu'au 1er février 1974.

Après cette date, il est possible et probable qu'on atteindra la parité des prix entre l'est et l'ouest.

Il manque des pages

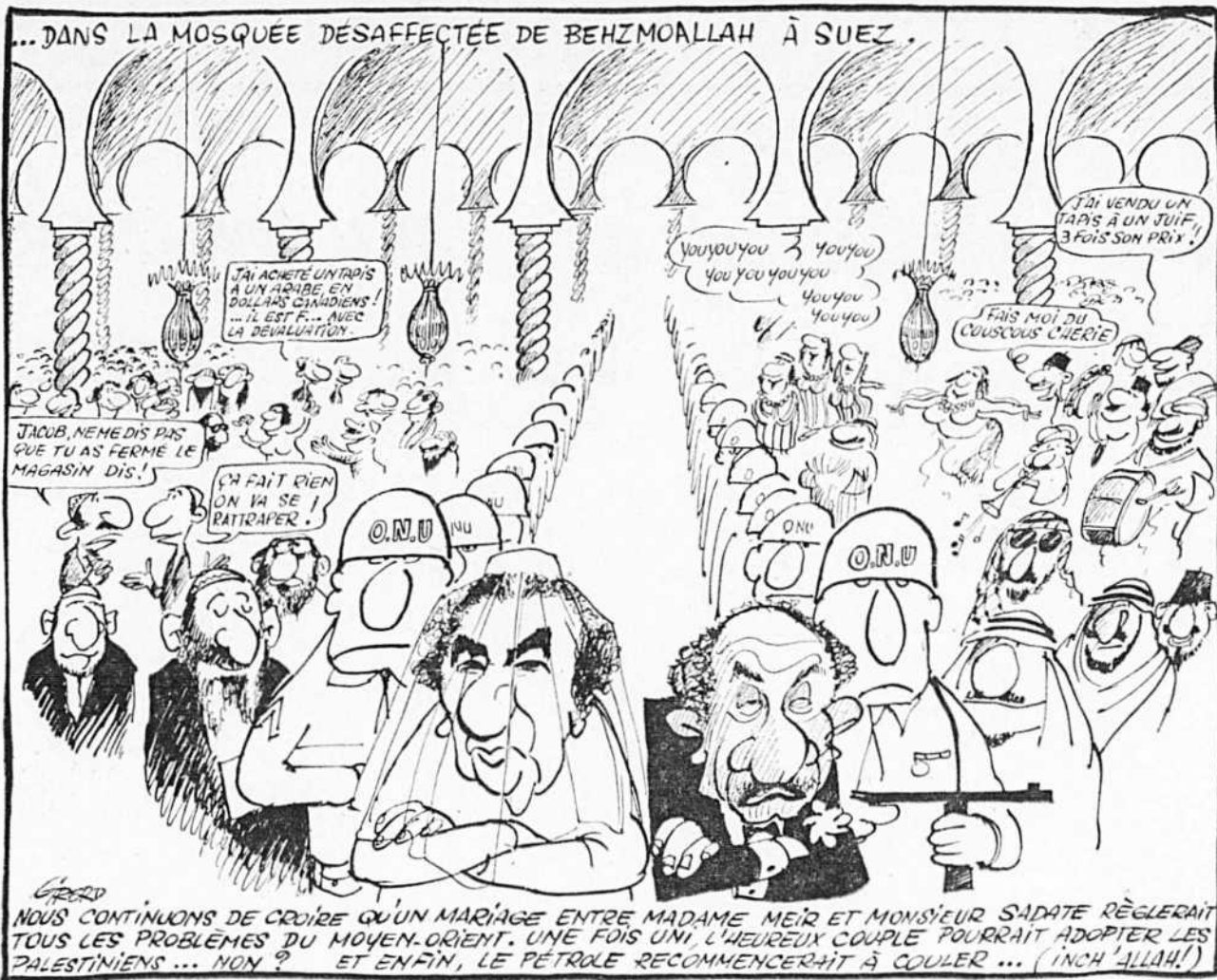
Cette déclaration extrêmement attendue du ministre de l'énergie a finalement été plutôt mal reçue à la Chambre des Communes. On s'attendait à davantage. Le NFD a d'abord pensé qu'il manquait des pages à la déclaration.

Les conservateurs y ont vu une façon efficace de diviser le Canada ou de la balkaniser, selon l'expression de M. Wagner.

Les néo-démocrates ont mentionné qu'on avait atteint le cul-de-sac d'un manque de planification depuis 10 ans et qu'on devrait créer immédiatement un organisme de mise en marché. Selon M. T. C. Douglas, la remise à plus tard à deux reprises hier de la déclaration ministérielle s'explique par un affrontement au Cabinet à propos de cet organisme.

En fin de soirée, M. MacDonald a souligné que l'idée d'un tel organisme n'a pas été rejetée encore, mais il n'a pas indiqué quand le gouvernement décidera d'y donner suite.

Pour les créditistes, la situation actuelle démontre que le Canada est colonisé et que les libéraux sont à la solde des grandes compagnies multinationales.



Tous droits réservés

Morte poignardée

Une femme est morte poignardée et trois hommes ont été blessés, hier soir, à l'hôtel Roc d'Or, au 925, boulevard Saint-Joseph, à Drummondville.

Le mari de Mme Lise Gauthier, 23 ans, est présentement détenu par la police municipale de Drummondville.

D'après la version de la police, la victime se serait présentée au cabaret où son mari était attablé. Elle fut alors poignardée à plusieurs reprises.

Deux employés et un client ont voulu s'interposer et ont été blessés par des coups de couteau.

Recomptages judiciaires

Il y aura recomptage judiciaire des votes dans les comtés de Taillon et Sainte-Marie, où le Parti libéral a défait le Parti québécois par une faible marge.

Le Parti québécois a déposé les demandes de recomptage hier et elles seront entendues lundi ou mardi prochain, devant la Cour provinciale.

TREPANIER

SUITE DE LA PAGE A 1

actuels, installés sur une estrade, et à remplacer le tout par une table ronde de quinze pieds de diamètre pourvue de micros en bon ordre.

Paul-O. ne s'attaque jamais directement à son adversaire: dans sa publicité, lorsqu'il parle de l'inertie actuelle, il fait tout aussi bien allusion à celle de l'UMQ et du ministère des Affaires municipales qu'à celle du maire Tétrault. Hier, au débat contradictoire, il n'a pas pu retenir son impétuosité. Car dans le catéchisme revu et corrigé par Trépanier, manquer d'imagination est un péché mortel.

S'il est imperturbable dans les débats publics, le maire Tétrault n'a pas de main morte dans ses pamphlets: les six années (de 64 à 69) passées par Trépanier à la mairie lui fournissent ses armes.

Ainsi, Tétrault se plaît à rappeler que son prédécesseur n'a jamais pu s'entendre avec ses conseillers et que Trépanier qualifie lui-même ses années à la mairie de "calvaire". Ce fort penchant pour la dictature devrait suffire comme avertissement, selon M. Tétrault.

Quant aux accusations portées contre lui sur le fait qu'il serait la créature de l'ex-maire Horace Boivin, maintenant commissaire industriel, M. Tétrault la réfute avec une humilité peu commune: "Je suis allé chercher M. Boivin un mois après mon élection parce qu'il a des qualités et une personnalité que je n'ai pas. Il connaît tout le monde, a ses entrées partout. Moi, j'étais un inconnu. M. Boivin a vendu notre ville à une quarantaine d'industriels depuis mon élection."

A Granby, la population suit le combat avec un plaisir évident. Après une seconde de surprise, les jeunes applaudissent quand Paul-O. annonce qu'il va aménager les alentours de l'hôtel de ville en place publique où ils pourront fumer du pot tout à leur aise, jouer de la guitare et se divertir paisiblement. Les vieux ne la trouvent pas si bonne, mais ils opinent du bonnet quand Trépanier ajoute qu'il est contre les foyers où l'on parque les vieillards qui n'ont pour tout loisir que de regarder passer les autos dehors. Paul-O. il est pour que les vieux restent où ça leur plaît, si possible avec leurs enfants et qu'on les subventionne.

M. Tétrault de son côté compte sur sa bonne administration et sur le vent de conservatisme qui vient de souffler sur la province pour le faire réélire. "Bourassa non plus n'est pas flamboyant", dit-il.

Quant à l'absence du quotidien local La Voix de l'Est, où les employés sont en grève depuis le 17 octobre, si elle est forcément déplorée par Trépanier, elle est appréciée de Tétrault.

"C'est aussi bien qu'il n'y ait pas eu de journal pendant la campagne, dit-il. Avec son sens de la publicité, Trépanier se serait arrangé pour faire sortir un scandale tous les jours."

COUP

SUITE DE LA PAGE A 1

ront portés à 30.4 cents, dans un premier temps, et à 33.4 cents le gallon d'ici décembre prochain; dans le cas des brûleurs à l'huile (la catégorie "stove oil" pour les logements qui utilisent des barils de 45 gallons), les prix devraient atteindre à Montréal 37 ou 38 cents le gallon — le marché n'est pas aussi concurrentiel que l'huile no. 2 — et grimper ensuite à 40 ou 41 cents le gallon.

Dans tous les cas, il s'agit de prix maximum, puisque nombre de petits détaillants ou distributeurs vendent généralement leurs produits à des prix inférieurs à ceux qu'affichent les raffineurs et leurs filiales de distribution.

Prix aux consommateurs

Ces deux augmentations successives appliquées au Québec et aux Maritimes, 8 pour cent pour l'essence et 17 pour cent pour l'huile de chauffage, rendront désormais les produits pétroliers plus chers au Québec qu'en Ontario.

Néanmoins de cette hausse, les consommateurs québécois auraient bénéficié d'un avantage d'un à deux cents sur la plupart de leurs concitoyens de l'Ontario.

Une telle ascension, dont le premier volet seulement a été dévoilé de façon officielle par Ottawa — le deuxième sera annoncé un peu plus tard —, reste toutefois inférieure à ce que réclamaient les raffineurs de Montréal.

S'il faut en croire le président de Golden Eagle, M. Jim Allan, l'industrie avait soumis à Ottawa un projet de hausse qui dépassait deux cents le gallon dans un premier temps et trois cents, d'ici la mi-novembre, afin de combler deux augmentations du prix du pétrole brut imposées en septembre et en octobre par le Venezuela, soit \$1.50 à \$1.75 le baril de 35 gallons.

Chose certaine, comme l'a relevé hier soir M. MacDonald, l'industrie québécoise, dont le quart du ravitaillement de pétrole provient des pays arabes, n'a aucune garantie de recevoir cette année toutes les quantités réclamées au Moyen-Orient (à l'exception de l'Iran).

Le cas de Gulf

Le ministre MacDonald a vertement critiqué hier l'initiative prise lundi dernier par Gulf Oil qui a relevé d'un cent le prix de ses produits pétroliers.

"Il s'agit là d'un geste inqualifiable", a soutenu le ministre, après avoir expliqué que toutes les compagnies pétrolières avaient souscrit, le 4 septembre dernier, au programme volontaire du gel de prix.

D'après un porte-parole de Gulf, le président de la compagnie, M. Jerry McAfee, avait communiqué, début octobre, avec le sous-ministre de l'Énergie, M. Jack Austin, pour lui soumettre la demande d'augmentation. Dans le cadre des augmentations décriées au Moyen-Orient et au Venezuela, M. Austin aurait trouvé cette réclamation fort justifiable, d'autant plus que la hausse ne devait entrer en vigueur que le 19 octobre.

Quelques jours avant l'échéance toutefois, les fonctionnaires fédéraux firent parvenir un télégramme à M. McAfee, lui demandant de reporter la hausse jusqu'à ce que le ministre MacDonald revienne du Venezuela, ce qui fut agréé. Au cours des jours suivants, Gulf expédia deux télégrammes qui sont demeurés sans réponse. Interprétant ce silence comme un accord tacite, puisqu'il s'agissait d'un gel volontaire, Gulf décréta son augmentation le 29 octobre.

Une politique pour l'Ontario

Quant à l'avenir que réserve le gouvernement fédéral au projet québécois de port super-pétroliers, le ministre MacDonald n'a guère voulu en parler hier soir, au cours d'une rencontre avec les journalistes.

De toute évidence, le relèvement de la taxe à l'exportation de 40 cents le baril à \$1.90 (portant ainsi le prix du pétrole brut canadien à \$6.90 sur le grand marché de Chicago) favorise l'Ontario à deux niveaux:

- d'une part, cette décision retarde jusqu'à la fin de janvier prochain toute augmentation des prix du pétrole brut canadien livré sur le marché de l'Ontario, alors que les prix ne cessent de grimper pour le pétrole importé du Venezuela et du Moyen-Orient au Québec;
- d'autre part, elle avantage directe-

ment l'industrie pétrochimique et chimique de l'Ontario au détriment du Québec puisque l'une des principales matières premières, le pétrole canadien, ne sera pas plus cher; par ailleurs, les fabricants québécois de ciment, de chaux, d'acier, de résines plastiques (à Shawinigan), de mines non métalliques (amiante), de peintures et de vernis, et d'huile végétale devront supporter des hausses considérables puisque les combustibles représentent entre neuf et onze pour cent de leurs coûts de production.

Enfin, les raffineurs montréalais croient qu'il n'y a désormais plus aucun avantage à aménager un port pour super-pétroliers dans le golfe Saint-Laurent puisque l'épargne que devait générer cette opération (coûts de transport moins élevés, acheminement vers Montréal moins dispendieux, etc.), en sus de l'avantage marqué qu'avait le Québec en important jusqu'à tout récemment du pétrole moins cher d'outre-mer, n'existe plus.

Au contraire, soutiennent-ils, le gouvernement fédéral aurait tout intérêt à accélérer le prolongement du pipeline Edmonton-Toronto jusqu'à Montréal, puisque le pétrole canadien coûterait dorénavant moins cher.

Le dernier atout du Québec reste donc son ouverture sur l'Atlantique, bien qu'encre la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve offrent des sites comparables et même, selon Ottawa, supérieurs à ceux du Saint-Laurent.

D'une pierre deux coups, l'abandon du projet de port pétrolier québécois entraînerait automatiquement l'élimination de projets pétrochimiques qui, sur la base d'épargnes substantielles en matière de pétrole, auraient pu autrement relancer toute l'industrie chimique au Québec.

A moins que le ministre québécois des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, puisse négocier rapidement avec l'Arabie Saoudite pour obtenir de la General Petroleum and Mineral Organisation of Saudi Arabia (Petromin) une participation financière et la garantie d'un approvisionnement à long terme, éliminant du coup l'insécurité qui pèse actuellement sur le ravitaillement des raffineurs québécois, le projet de port pour super-pétroliers de l'industrie, accélérer les études finales du projet et harmoniser sa politique d'énergie avec celle d'Ottawa, autant de conditions qui ne sont pas encore remplies.

SHARP

SUITE DE LA PAGE A 1

au projet de participation canadienne. M. Sharp a alors déclaré qu'il n'était pas au courant des réserves soviétiques jusqu'à hier matin.

Les difficultés de M. Waldheim, a dit le ministre, concernent des questions telles que l'importance de la participation canadienne, la présence simultanée d'un pays du pacte de Varsovie et si d'autres pays que le Canada sont acceptables aux deux parties. M. Sharp a alors affirmé que la seule façon d'aplanir les difficultés était par des contacts personnels avec le secrétaire général de l'ONU.

Le chef de la diplomatie canadienne a ensuite indiqué que l'ambassadeur de l'Union soviétique à Ottawa, M. Alexander Yakovlev, lui avait dit que

son pays n'avait aucune raison de s'opposer à la participation du Canada à la force d'urgence, mais qu'il était préoccupé par le fait qu'un pays du pacte de Varsovie n'était pas également présent pour que la composition de la force soit plus équilibrée. En principe, quelque 7.000 hommes composeraient la force d'urgence. Les autorités canadiennes avaient prévu 1.000 à 1.500 soldats canadiens pour y assurer le soutien logistique (communications, ravitaillement, etc.).

Les forces armées canadiennes étaient prêtes à envoyer au Moyen-Orient un détachement précurseur de 200 hommes samedi. Un officier supérieur des forces armées, le brigadier-général D.A. Nicholson, devait partir hier soir pour le Moyen-Orient. Il a contremandé son voyage à la dernière minute.

Quelques députés de l'opposition, dont M. Claude Wagner, ont insisté pour que le débat sur l'éventuelle participation du Canada à la force d'urgence ait lieu. M. Andrew Brewin a dit, pour sa part, que le NPD ne voyait pas la nécessité de tenir le débat, tant que M. Sharp n'aura pas obtenu les éclaircissements nécessaires de la part de M. Waldheim.

Un projet des pays non-alignés membres du Conseil de sécurité visant à confier au Canada et à la Pologne la tâche du soutien logistique de la force d'urgence n'a pas réussi à emporter l'adhésion nécessaire au Conseil. Le Népal et Panama ont été agréés pour participer à la force d'urgence. Il serait aussi question d'un contingent ghanéen, mais la récente rupture par le Ghana de ses relations avec Israël fait craindre que ce contingent soit refusé par Israël.

COLERE

SUITE DE LA PAGE A 1

conclusion, mais je peux vous raconter ce que me disent les militants des quatre coins de la province que j'ai rencontrés ou qui m'ont téléphoné depuis lundi soir dernier."

Puis, esquissant un sourire entendu, Camil Samson commence: "Les militants me disent qu'un très grand nombre de nos électeurs créditistes ont voté pour le Parti libéral ou le Parti québécois."

"Pourquoi?" "Parce que, me disent-ils, Yvon Dupuis n'était pas accepté comme leader créditiste. Dans Rouyn-Noranda entre autres, les militants n'ont jamais voulu de lui."

Se fiant toujours aux commentaires que de "nombreux" militants lui ont fait, Camil Samson estime que ce n'est pas la vague libérale qui a surtout nui à son parti.

"Nous nous sommes nuis nous-mêmes", affirme-t-il en donnant comme exemple le fait que de nombreuses directives stratégiques envoyées par le directeur national de la campagne, M. Laurent Legault, ne se sont jamais rendues aux candidats auxquels elles s'adressaient.

"Qui les a bloquées?" "Tirez vos propres conclusions", répond Camille Samson de façon énigmatique.

A son avis, les électeurs voulaient entendre parler de la doctrine créditiste et du programme du Parti. "Moi, c'est ce que j'ai fait", déclare-t-il en laissant entendre que d'autres "ne l'ont pas fait et qu'ils ont ainsi joué le jeu du Parti libéral en attaquant continuellement le Parti québécois."

A son avis, il est encore trop tôt pour dire si l'ensemble des militants désirent un nouveau congrès à la chefferie. "S'ils en veulent un, je serai avec eux", soutient-il tout en refusant de prédire s'il serait de nouveau candidat à la direction du parti.

"Par contre, je peux vous dire que je n'ai pas l'intention de lâcher. Même si j'étais le seul, je vais rebâtir le Parti créditiste."

"En redevenant son chef?"

"Tirez vos propres conclusions." Pour Camil Samson, il faudra attendre encore une autre semaine avant d'en arriver à des réponses définitives à toutes ces questions.

D'ici là, il aura rencontré plusieurs des ex-députés créditistes battus lundi dernier, de même que le seul autre élu avec lui, M. Fabian Roy. Il aura également rencontré M. Dupuis.

Cette dernière rencontre risque d'être décisive pour les "vrais" créditistes, ceux qui, depuis le début de la semaine déjà, ont momentanément oublié toute l'amertume découlant des résultats du scrutin provincial pour se jeter résolument dans la bataille de l'élection municipale de Rouyn, où se présente au poste de maire un des pionniers du mouvement créditiste québécois, M. Laurent Legault.

En attendant, la secrétaire au bureau de Camil Samson à l'Assemblée nationale a déjà commencé à répondre au téléphone: "Bureau du chef du Parti créditiste, bonjour..."

"C'est une vieille habitude", soutient-elle.



ERRATUM

L'annonce parue dans La Presse le mercredi 31 octobre 1973. L'article suivant aurait dû se lire:

FROMAGE TRANCHÉ

CANADIAN KRAFT,

TRANCHES IND. PQT 2 LB

\$1.74

Votre obole vaut toujours son pesant d'or

par Hélène SABOURIN

La nouvelle loi sur les services de santé et les services sociaux rend-elle moins utile l'action des différentes associations luttant contre la maladie?

Faut-il, en tant que citoyen, continuer à donner son appui moral et ses sous à ces associations lors de leur campagne annuelle?

"Oui, répond sans hésiter le Dr Raymond Lafontaine, directeur de la clinique de myopathie à l'hôpital Sainte-Justine. Oui, parce que les fonds recueillis par la voie de ces souscriptions publiques sont versés à des organismes ou des individus (en recherche) qui ne reçoivent pas, ou pas assez, d'aide gouvernementale."

Ainsi, l'Association contre la dystrophie musculaire, section du Québec, qui a lancé hier sa campagne (objectif: \$100,000) vient-elle au secours de plusieurs spécialistes tant dans le domaine de la pratique (clinique médicale) que dans celui de la recherche pure.

Le Dr Lafontaine explique que grâce à la générosité de cette association, il a pu mettre sur pied, à Sainte-Justine, un Service aux patients et aux parents qui fonctionne rondement depuis 1967. "Ce service nous a permis non seulement de remplir un rôle "humain" absolument nécessaire mais il nous a, de plus, donné l'occasion d'accumuler des données de divers ordres qui ont eu pour conséquences de mieux organiser nos programmes, de réévaluer nos méthodes de travail."

La clinique de myopathie de Sainte-Justine n'est certes pas la seule à profiter des fonds amassés par l'Association contre la dystrophie musculaire, mais il est important ici d'en parler puisque c'est sûrement dans cette clinique que sont vus et suivis la plus grande partie des enfants québécois atteints de dystrophie ou de maladies musculaires analogues.

C'est également sous l'inspiration du Dr Lafontaine, directeur de cette clinique, que l'on a construit une résidence spéciale, "Les Jardins Versailles", qui reçoivent en pension un grand nombre de jeunes malades in-

capables de vivre d'une façon "normale" dans la société d'aujourd'hui.

Le problème de l'acceptation, de l'adaptation, de la réintégration des handicapés (frappés de dystrophie ou d'une autre affection grave) préoccupe particulièrement le directeur de la clinique.

"Je ne crois pas personnellement que les structures existantes (structures scolaires, de santé, sociales) soient, même en 1973, conçues pour permettre une vie normale à certains handicapés physiques."

"Par ailleurs, je suis d'avis que la population est prête à accepter cette intégration. Je le sais par exemple par mes contacts avec les parents qui réussissent parfois des miracles avec un enfant atteint de dystrophie. Là où commencent les problèmes, c'est au moment du passage du milieu familial au milieu scolaire. On n'est pas équipé pour recevoir les enfants qui n'ont que le langage pour s'exprimer, pour se développer (à un certain stade de la maladie, l'enfant ne peut plus se servir de ses membres, donc ne peut plus écrire)."

"C'est l'une des raisons qui me font croire que plusieurs de ces malades sont encore mieux dans une institution spécialisée comme "Les Jardins Versailles" que dans la communauté au milieu de structures mal adaptées à leurs besoins."

Il reste que le Dr Lafontaine aura le mot "garderie" à la bouche pour désigner cette unique institution pour enfants atteints de maladies musculaires incurables.

L'institution, semble-t-il, ne fonctionne pas comme les fondateurs aimeraient qu'elle fonctionne. "Il faudrait que nous, cliniciens, ayons un mot à dire dans la planification des programmes, dans la mise sur pied d'activités de toutes sortes. Pour le moment, malgré la compétence des éducateurs attachés à l'institution, il y a tout un aspect de l'éducation et du développement des malades qui n'est pas suffisamment touché. Mais, faut-il le répéter: ces éducateurs sont souvent pris dans un carcan, empêché d'aller de l'avant, de tenter des initia-



photo Pierre McCann, LA PRESSE

A compter d'aujourd'hui et jusqu'au 15 novembre, l'Association contre la dystrophie musculaire fait une souscription publique. "Il faut, soutient le Dr Raymond Lafontaine, neurologue, encourager cette initiative qui vient en aide aux malades, aux parents, aux praticiens et aux chercheurs."

tives, à cause de directives émanant de la direction administrative ou gouvernementale.

"Mais, maintenant nous avons espoir que les choses changent. Il semble y avoir un début de communication entre les divers paliers administratifs et cela grâce au bill 65."

L'espoir, c'est un mot que plusieurs personnes intéressées par la dystrophie musculaire, n'avaient plus osé prononcer. L'espoir, pour ce qui est de la maladie elle-même (trouver la cause, l'enrayer et prévenir l'affection) ce n'est pas pour un avenir prochain, mais l'espoir d'un changement dans les structures qui meneront à mieux vivre dans la communauté, c'est peut-être pour demain.

Rendre une âme aux défigurés en corrigeant leur visage

par André CHENIER

Il est aberrant de constater que l'Homme, enclin à accepter tous les monstres de l'espace, rejette socialement et systématiquement tout être qui, par la fatalité de la naissance ou le hasard d'un accident, s'écarte un peu trop des normes reconnues de l'esthétique. La pitié a beaucoup moins à y voir que la superstition, même à notre époque de miracles technologiques. Et ceux que l'on nomme "les monstres" n'ont plus qu'à vivre et à mourir repliés sur eux-mêmes.

Mais un homme, le Dr Paul Tessier, s'est penché sur leur sort et s'est chargé de leur rendre une âme en même temps qu'une enveloppe convenable.

Celui dont parlait notre consœur Claire Dutrisac dans un brillant article sur la chirurgie cranio-faciale (La Presse, 28 octobre 1972), se trouvait hier à l'Hôpital Général de Montréal où il venait de pratiquer une greffe osseuse pour remédier à une tumeur du globe oculaire. Il devait procéder à une seconde intervention dans l'après-midi, après avoir opéré la veille au Montréal Children's Hospital et, il doit se multiplier à Sainte-Justine et Notre-Dame avant de se rendre à Chicago.

La technique

Depuis trois ans, le docteur Tessier, doyen de la chirurgie plastique et cranio-faciale à l'Hôpital Foch de Paris, visite l'Amérique du nord pour initier les praticiens à la technique qu'il a conçue il y a une quinzaine d'années afin de "reconstruire" les visages défigurés par des anomalies génétiques, des accidents, les maladies dégénératives ou autres.

"Nous étions plusieurs, a-t-il raconté, à nous demander comment corriger certaines difformités faciales jusque là inaccessibles à la chirurgie."

"Les os étaient en cause, et non plus seulement les seuls tissus mous, ce qui impliquait une chirurgie majeure. L'intervention devait aller bien au-delà de la simple chirurgie esthétique et exigeait, dans certains cas, l'intervention de spé-

cialistes du cerveau, du nez et de la bouche. Comme tout est lié dans le squelette facial, nous avons songé à attaquer ces difformités du front, de l'arcade sourcilière, du nez, de l'os malaire par la boîte crânienne. C'était la première étape. Il fallait ensuite déplacer des os pour redonner au visage une apparence normale, pas nécessairement esthétique mais normale pour le patient. Enfin, il fallait faire un usage plus intensif de la greffe osseuse."

En maintes instances, pour refaire un visage, il faut qu'un neurochirurgien enlève complètement la calotte crânienne et mette le cerveau à jour. La méningite est à craindre et les mesures d'asepsie sont des plus rigoureuses.

Qu'est-ce qui, dans un cas de prognathisme, avons-nous demandé au Dr Tessier, peut inciter le chirurgien à accentuer le masque osseux plutôt qu'à reculer les maxillaires?

Plusieurs considérations: l'apparence que pourrait avoir le patient après l'intervention; l'âge du patient et son développement facial actuel; l'économie des interventions à pratiquer et le souci d'éviter le plus possible les cicatrices post-opératoires; la facilité ou la difficulté du patient à respirer, etc...

Vers quel âge le patient a-t-il les meilleures chances de subir une telle intervention?

L'opération, si elle n'est pas urgente, devrait être pratiquée normalement à l'âge adulte, lorsque le développement physique de l'individu est terminé. Mais il est arrivé que des interventions aient été faites sur des bébés de 10 mois qui, autrement, n'auraient pu survivre à cause de difficultés respiratoires.

Enseignement de la technique

Le Dr Tessier a éprouvé lui-même sa technique au cours de 350 interventions pratiquées à Paris ou à l'étranger (comme chirurgien-visiteur). Par ailleurs, il a de nombreux élèves d'Europe (notamment de Grande-Bretagne), du Canada et des États-Unis.

Ses méthodes sont suivies depuis



photo Michel Gravel, LA PRESSE

Le Dr Paul Tessier, doyen des services de chirurgie et de reconstruction cranio-faciale, de l'Hôpital Foch de Suresnes, près de Paris, vient de terminer une ostéotomie du globe oculaire à l'Hôpital Général de Montréal. Il a mis au point de nouvelles méthodes pour redonner une apparence normale à des visages monstrueux.

plus d'un an à Sainte-Justine et Notre-Dame, à Montréal; à l'Hôpital Converse de New York; à Philadelphie, Boston, Chicago et bientôt à San Francisco.

Il n'est pas sûr que l'enseignement de la technique puisse obtenir une plus vaste diffusion dans les mois à venir mais il espère que ce sera "d'ici un an ou deux."

A 56 ans, le Dr Tessier est diplômé de Nantes et de Paris et membre de diverses sociétés nationales ou internationales de chirurgie plastiques et reconstructive. Il est originaire de Héric, en Bretagne.

Il se distingue également par ses passe-temps, (quand il peut disposer d'un peu de temps): l'exploration de régions mal connues d'Afrique; pistage des éléphants; chasse à la gelinotte (perdrix).



PAR LE DOCTEUR JEAN-PAUL OSTIGUY
(collaboration spéciale)

Sublimation ou compensation

— Dites-moi, docteur, quelle différence faites-vous entre sublimation et compensation?

— Certaines femmes qui s'ennuient chez elles se trouveront un travail à temps partiel comme vendeuses ou comme gardiennes d'enfants ou participeront à des clubs de charité ou iront donner un coup de main à la Croix Rouge ou

visiter des malades dans des hôpitaux, etc. Enfin, disons que leur énergie sera orientée vers une autre activité qui sera bénéfique par l'intérêt qu'elle suscite, par le sentiment de se sentir utiles et aussi par le fait de procurer une distraction.

— Et celles qui compensent, n'est-ce pas la même chose?

— Non, celles qui compensent, ce sont celles qui feront autre chose, certes, mais pas dans une orientation positive.

Exemple: C'est la personne qui, parce qu'elle s'ennuie, mangera des pâtisseries, grignotera toute la journée et, inévitablement, au bout de quelque temps, elle gagnera du poids. Son corps se déformera, elle deviendra obèse.

La première pourra arriver à ne plus s'ennuyer, pas la deuxième.

— Alors, quelle est l'idée de dire qu'il faut faire l'amour pour maigrir?

— Certainement que l'auteur de ce livre a voulu plutôt dire que beaucoup de femmes (non pas toutes) qui engraisissent parce qu'elles s'ennuient, parce

qu'elles sont insatisfaites sexuellement et que si ces femmes réglaient leur problème au point de vue satisfactions sexuelles, elles pourraient sans doute ne pas éprouver le besoin de grignoter et de manger tout le temps. Ainsi, elles n'engraisseraient pas.

Même elles pourraient maigrir non pas du fait de faire l'amour, mais d'être plus épanouies.

— Vous êtes d'accord avec ce point de vue.

— Oui. Dans bien des cas, ce serait un des premiers problèmes à régler, quoique ce n'est pas toujours facile ou possible.

Il reste quand même qu'il ne faut pas oublier que pour ne pas engraisser, à la longue, ou pour maigrir, il faut avoir une alimentation saine et bien équilibrée.

Le gin King Arthur
Aucune erreur, c'est Seagram.

King Arthur LONDON Dry Gin

JOSEPH E. SEAGRAM & SONS, LIMITED
WATERLOO, ONTARIO, CANADA

Le savoir-faire et la poursuite de l'excellence. Voilà qui est à l'origine du goût pur, franc et sec à souhait du gin King Arthur.

La prochaine fois, dites King Arthur. Et goûtez un plaisir tout neuf... signé Seagram.

ANGLO-FRENCH CARPET CIE LTÉE AU SERVICE

DES **MONTREALAIS** 8280, boul. SAINT-LAURENT

DEPUIS PLUS DE **35 ANS**

VENTE DE TAPIS

Avant d'acheter ailleurs, magasiner et comparer.

ROULEAUX À SOLDER		PRIX DE LISTE		NOTRE PRIX	
Verge Carre	DESCRIPTION	Prix liste	Notre prix	Verge Carre	Notre prix
87	Or lime nylon shaggy	\$8.99	\$3.99		
80	Rouille nylon cisele	7.99	3.99		
59	Blanc ivoire nylon shaggy	9.95	4.99		
150	Blanc acrilan velours tres epais	13.95	5.99		
80	Lilas shaggy tres epais	10.95	6.99		
100	Or acrilan velours tres epais	15.95	8.99		
50	Vert pale nylon shaggy epais	17.95	8.99		
55	Gris nylon shaggy tres epais	17.95	8.99		
80	Or polyester cisele tres epais	11.95	5.99		
55	Rouge polyester cisele tres epais	11.95	5.99		
80	Vert polyester cisele tres epais	11.95	5.99		
67	Rouge herculon commercial caoutchouc	9.95	4.99		

NYLON CISELÉ ÉPAIS

Rouge, Or, Beige, Lilas, etc. première qualité

Liste \$7.99 **Notre prix \$3.99**

TAPIS INTÉRIEUR, EXTÉRIEUR

Vert, rouge, brun, etc.

Liste \$1.99 **Notre prix \$1.99**

NYLON SHAGGY ÉPAIS

13 couleurs.

Prix de liste: \$9.95 **Notre prix \$5.99**

NYLON SHAGGY

Tres epais, meilleure qualite, fait au Canada, 1ere qualite, rose, vert pale, gris, noir, brun, jaune. Prix de liste \$17.95 **\$8.99**

ANGLO-FRENCH CARPET

8280, boul. St-Laurent 382-2201

(coin Guizot une rue au nord du parc Jarry)

1477, rue Mansfield 288-4113

**POUR
TOUS**

O.K... Laliberté

Un film de Marcel Carrière

**Luce Guilbeault, Jacques Godin
Jean Lapointe**

Lucille Papineau, René Caron, Denise Proulx
et Denis Drouin

Une production en couleur
de l'Office national du film
du Canada
Distribution: France Film

**JACQUES
GODIN
MEILLEUR
COMÉDIEN
DE
L'ANNÉE**

PALMARES DU
FILM CANADIEN
1973

**AMOUR
ET
HUMOUR
À LA
QUÉBÉCOISE**

st-denis
1034, ST-DENIS 849-4211

O.K. LALIBERTÉ
12:10, 2:30, 4:50,
7:10 et 9:30

PAR LA PRESSE CANADIENNE

[illegible]

29 ²⁴	30	-1 ^{1/2}	Multi-Mi	5
375	375	+5	Murphy	3
37	37	0	Murcitt	8

[illegible]

938.97 — 9.86

[illegible]

12 1/2	12 1/2	- 0	Ram	17
13	13	- 1	Ranger	4
455	460		Rank Org	1
5	5	+ 1/2	Rapid Dta	12

	2000	12	12	12	+ 1/2
	Trust	Units			
RT un	375	\$18 1/4	14	14 1/4	+ 1/4
RT wt	141	300	300	300	
rman w	1010	09 1/4	9 1/4	9 1/4	
Rt w	1790	135	130	135	
Rlt un	1050	\$20 1/4	30 1/2	30 1/2	- 1/4
Relt w	700	460	460	480	

Rica, mais Les cent

Arvida machine

Québec, à cent de la

son arrivée à l'usine La-
Sainte. L'aluminium en fusion
est analysé, allié, puis versé
dans une grande roue de cou-
lee. Il en sort sous forme de
barre de 5,2 pouces carrés de
section qui passe ensuite
dans un appareil de tremp
avant d'être entraînée à tra-
vers 15 cages de laminoin.
Les rouleaux de ce laminoin
sont disposés à 120° l'un de
l'autre et la barre d'alumi-
nium y est transformée en fil
de machine de 3/16" de diamètre.
Le fil machine sort à une vi-
tesse de 30 milles à l'heure
et est enroulé dans un bobin-
neur double automatique.

chine de la usines de
intérieur et vida D'a

Au Canada depuis 1902, Fil
Câble Alcan est un grand
producteur de conducteurs
à haute tension en aluminium
fabrique en outre une
large gamme de fils et câ-
bles isolés et revêtus. C'est
la division de Produits
Alcan Canada Limitée, To-
ronto.

loisirs et récréation

PAR DOLLARD MORIN

Nouvelle orientation du Carrefour international

D'importants changements se sont récemment produits au Carrefour international qui était autrefois ouvert à Côte-des-Neiges, particulièrement à l'intention des étudiants auxquels il offrait diverses activités de loisirs socio-culturels et sportifs.

Aujourd'hui, le Carrefour international est installé dans un nouveau local, au centre de la ville, soit au 5059, rue St-Denis, près de la rue Laurier (et du métro). Pour tout renseignement: 845-6516.

D'autre part, le Carrefour est maintenant ouvert à tous: jeunes travailleurs et étudiants, adultes, Québécois et Neo-Québécois. Il n'y a pas de carte de membre, ni de frais d'admission; en tout temps, l'entrée est libre.

Tous les jours, du lundi au vendredi, de 1 h. à 5 h. de l'après-midi, on peut y rencontrer les permanents: Louise Poirier, Noëlla Lahaie et Landoald Ndasigwa, ou profiter du centre de documentation où l'on trouve: volumes, revues et journaux de différents pays.

L'une des responsables,

Noëlla Lahaie, nous explique en outre que "Le Carrefour international a dû mettre de côté ses anciens programmes sportifs et socio-culturels, pour devenir essentiellement un centre international de documentation et d'information".

"A cette fin, nous dit-elle, nous offrons des soirées d'information, chaque mercredi et chaque vendredi, à 8 h., avec film, exposé, montage audio-visuel, suivis d'une réflexion partagée. Nous y ajoutons aussi des colloques ou journées intensives sur un thème plus élaboré: en octobre, c'était sur le Chili, tandis qu'en novembre, ce sera sur le conflit israélo-arabe".

En plus de l'information, le Carrefour international favorise la rencontre et la fraternité entre gens et groupes préoccupés des problèmes qui divisent le monde actuel, ainsi qu'une action de solidarité avec les tentatives de libération à l'oeuvre dans le monde".

Conformément à cette nouvelle orientation, voici les

rencontres à venir au Carrefour international:

— Ce soir même, à 8 h.: "La Chine populaire", avec montage audio-visuel commenté par Gilles Morand et Denis Bussière, sur le premier voyage récemment effectué en Chine par un groupe québécois de travailleurs et d'étudiants.

— Le mercredi 7 novembre, à 8 h.: "Québec, Duplessis et après...", film de Denis Arcand (également réalisateur de "Réjeanne Padovani"), avec échange sur le résultat des récentes élections provinciales au Québec.

De plus, une journée intensive sur le Moyen-Orient est prévue pour le samedi 17 novembre. Elle sera préparée le soir du vendredi 16 novembre, par la projection du film "la Palestine" avec commentaires de Rezoo Faraj, président de l'Association Québec-Palestine.

Les rencontres du 17 novembre débuteront à 1 h. 30 de l'après-midi, avec une analyse de la situation au Moyen-Orient. A 3 h., se fera une réflexion en ateliers, tandis qu'à 4 h. 30, il y aura une réunion plénière sous forme de panel, dont l'animateur sera M. Réal Guilbert, président du Syndicat des enseignants de Chomedey.

Le soir, à 8 h., ce sera une rencontre culturelle avec la participation d'Iraniens, de Brésiliens, d'Haïtiens, de Palestiniens et de Québécois. Tous sont invités à cette journée.

où aller danser?

DEMAIN: à 8 h., compétitions en danse moderne, organisées par le Centre culturel Jacques-Cartier, à la salle des Compagnons, 3395, boul. Mountview (près chemin de Chambly), à St-Hubert.

— Demain et dimanche, à Drummondville, réunion du comité provincial du Folklore, de la Fédération des loisirs-danse du Québec et rencontre avec les folkloristes de la région.

— Dimanche 4 novembre, à 1 h., à l'école Bourgeois-Champagne, 2180, rue Brébeuf, à Longueuil: rencontre des animateurs des soirées populaires, sous les auspices de la FLDQ. Pour tout renseignement: 527-1337.

Du théâtre à Sainte-Brigide

Une nouvelle activité est inscrite au programme du centre récréatif Ste-Brigide, 1224, rue Champlain. Il s'agit de l'atelier d'expression dramatique: il est ouvert chaque samedi à 1 heure de l'après-midi, aux garçons et filles de 15 à 20 ans. Pour renseignements: 872-4936.

petit mémo

Des soirées dansantes pour tous les âges sont offertes à la salle **Cattolica**, 6415, rue des Ecoles, angle Beaubien, sous l'animation de Carmen Savoie. Ces danses ont lieu le soir des vendredis, samedi et dimanche; l'après-midi du dimanche est réservé à la catégorie des juniors. Renseignements Mme Savoie (353-2675).

Les séances de "café-rencontre", pour les adultes qui s'ennuient le dimanche, reprendront le 11 novembre, au Club Social Villager. De 1 h. 30 à 4 h. 30 de l'après-midi, s'y tiendra un forum-échange sur un sujet d'actualité. Renseignements 725-7727.

Le 10 novembre, au gymnase du Centre sportif Laval, se déroulera une fête en l'honneur de M. Nick Malfara, pour marquer ses 20 ans de service à ce centre et à la cause du sport. Pour renseignements: Frère Maurice Bonneau (661-7738) ou Maurice Daoust (669-9772).

où se récréer?

CE SOIR: à 8 h., danse pour les personnes âgées, à l'Age d'Or "Rosemont", 5415, 4e Avenue, angle Masson.

— A 8 h., danse de l'Age d'Or "St-Victor", au centre sis au 2515, rue Hector, angle Hochelaga, pour jeunes et adultes.

— A 8 h., soirée familiale à l'Age d'Or "St-Edouard", 6518, rue St-Vallier, pres Beaubien.

— A 6 h. 30, grand tournoi de pétanque pour tous, avec "Soirée de Jean-Lou Chauby", au Centre Langelier, 7373, boul. Langelier, à St-Leonard (demain également, dès 11 h. du matin).

— A 8 h. 30, causerie et film de l'explorateur Patrice Fava, sur "3 ans en Chine", à l'Auditorium du Plateau, 3700, av. Calixa-Lavallée, au parc Lafontaine.

— A 8 h. 30, à "l'Accord", 2015, rue de la Montagne, suite 602, soirée d'initiation à la danse avec le professeur Augusto Piccoli (entrée libre, pour Québécois et Neo-Québécois).

— A Longueuil: à 8 h., "Folklotheque" pour les amateurs de danses internationales, à l'école Notre-Dame-de-la-Garde, 1175, boul. Ste-Foy (autobus 70 ou 71).

DEMAIN: dès 10 h. du matin, bazar du Cercle Social Féminin, au sous-sol de l'église St-Clément de Viauville, angle Adam et St-Clément.

— A 2 h., au centre Maisonneuve, 3000, rue Viau, compétition de badminton entre les équipes de la Russie et du Canada.

— A 2 h., grand tournoi "ouvert" de la Fédération canado-américaine des Dames, au 4570, rue St-Denis.

Manifestation de la "résistance chilienne" dimanche à Montréal

par Madeleine BERTHAULT

"Lorsqu'un peuple tente de se libérer par des voies démocratiques et que c'est un échec, ça laisse un enseignement, ça donne une leçon. Cette libération ne peut plus se faire en dehors de la violence, car on vient de piétiner la démocratie par la violence..."

Telle est la déclaration d'un réfugié chilien, Hernán Ortega, lors de la conférence de presse d'hier après-midi, organisée conjointement par le Comité de solidarité Québec-Chili et le Comité inter-syndical de Montréal, CRIM, qui représente les syndicats CEQ, CSN et FTQ du grand Montréal.

Au cours de ces entrevues, il a été clairement indiqué que la résistance chilienne, tant au Chili même qu'à l'étranger, loin d'être morte, est plus vigoureuse que jamais. "Le degré de conscience des gens au Chili ainsi que leur volonté de se libérer nous donnent l'espérance nécessaire pour continuer à les appuyer de l'extérieur", a souligné Robert Quévillon, O.M.I., l'un des prêtres canadiens expulsés du Chili.

Par ailleurs, les participants à la conférence de presse, tous des gens, canadiens et chiliens, qui ont travaillé plusieurs années au Chili, ont insisté sur le fait

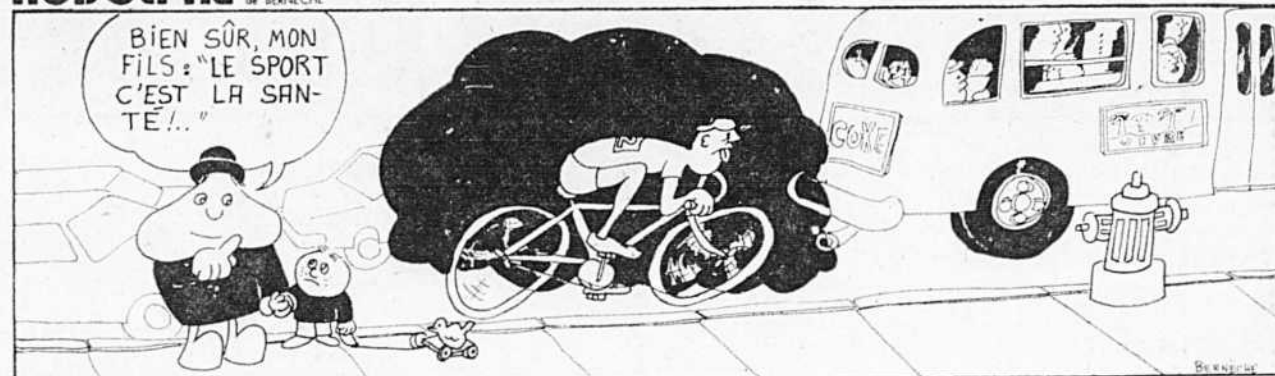
que les Chiliens sont organisés par quartier, par usine et que ces groupes sont particulièrement solidaires.

Mais la résistance chilienne s'organise également à l'échelle internationale. Pour l'Europe, le siège social est à Rome et pour l'Amérique, à Mexico.

Le Canada, particulièrement le Québec, n'est pas étranger à cette résistance. Ainsi, dimanche prochain, le 4 novembre, aura lieu la commémoration du troisième anniversaire de l'arrivée au gouvernement de Salvador Allende, "assassiné le 11 septembre dernier, en même temps que des dizaines de milliers de nos compatriotes, par la dictature fasciste militaire". C'est en ces termes qu'Hernán Ortega a lancé un appel "au peuple du Québec" pour participer à l'assemblée de dimanche à 19 h. 30 à l'école Desjardins dans l'est de Montréal. Le député péquiste Robert Burns sera l'un des orateurs, de même que des réfugiés chiliens et des chefs syndicaux.

Il y a de plus un Comité d'information, ou plutôt de "contre-information" qui sera mis en marche à partir de lundi prochain, donnant des nouvelles de la résistance chilienne. C'est à partir de divers contacts en dehors de la jungle qu'on pourra obtenir ces informations non officielles.

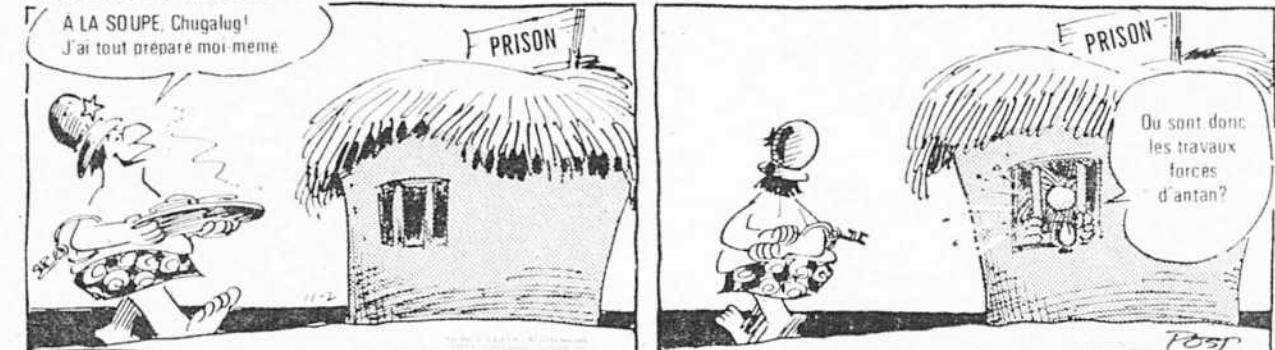
RODOLPHE de BÉRÉCHE



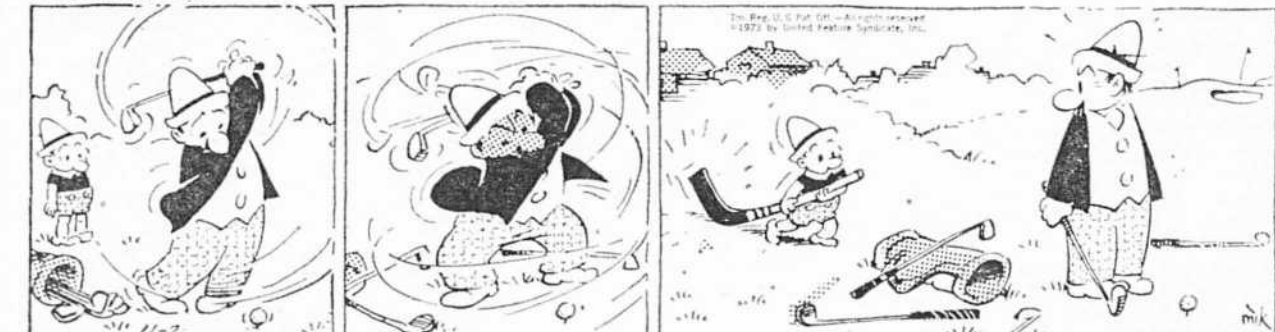
LES MICROBES par Michel TASSÉ



LES NAUFRAGÉS



FERDINAND



LES PIERRES À FEU



PEANUTS



MON ONCLE



BOZO



MUTT ET JEFF



PHILOMÈNE



Le comédien-chanteur Gewnoël, natif de la Bretagne, offrira un choix de mélodies de son pays, en s'accompagnant sur sa guitare, lors de la soirée dansante de l'Halloween qui sera ouverte demain, à 9 heures, par "l'Accord", 2015, rue de la Montagne, suite 602. Québécois et Neo-Québécois y sont invités.

KAL KAN* FAVORI DE LA SEMAINE * 11



Ricky a le cafard

Il vous attend. Ricky est un gentil beagle de cinq mois qui mesure déjà 15 pouces et pèse 20 livres. Sa fourrure est tricolore: noir, brun et blanc. Ricky est vif et turbulent et il aimerait gambader en compagnie d'un jeune camarade.

Si vous avez une place chez vous pour Ricky, veuillez passer nous voir à la Société Protectrice des Animaux au 5215 ouest, rue Jean Talon, entre 9h a.m. et 4h p.m. samedi, le 3 novembre. (Ricky ira demeurer dans le premier foyer admissible, au tarif nominal habituel, mais nous avons beaucoup d'autres ravissants toutous comme lui qui attendent l'adoption.)

Nous publions cette annonce au lieu de la publicité de la nourriture pour chiens et chats Kal Kan* parce que nous aimons les chiens et les chiens nous aiment.

*Marque déposée au Canada

LE MONDE

Un "accident" dans un centre nucléaire ultra-secret

WASHINGTON (AFP) — Un accident matériel s'est produit le 20 octobre dernier dans la centrale nucléaire d'Oak Ridge (Tennessee), endommageant plusieurs installations expérimentales ultra-secrètes, a annoncé, hier, la commission de l'énergie atomique.

Le porte-parole de la commission, qui n'a pas précisé s'il y avait eu ou non une explosion, a souligné que personne n'avait été blessé ni exposé à des radiations. Les causes n'ont pas été déterminées.

L'accident s'est produit dans une installation expérimentale de séparation de l'uranium 233 et 235 par le procédé de centrifugation gazeuse. Le porte-parole a indiqué que ce nouveau procédé, s'il était mis au point, nécessiterait un équipement moins important et consommerait moins d'électricité que la filière par diffusion gazeuse actuellement utilisée. Il a ajouté que d'autres installations semblables également à l'état d'expérimentation dans la centrale d'Oak Ridge continuaient à fonctionner normalement.

Prêtre anglais condamné pour aide à l'IRA

d'après AFP, UPI

Un prêtre catholique de Coventry, le père Patrick Fell, a été condamné, hier soir, à 12 ans de prison par le tribunal de Birmingham pour activité en faveur de l'IRA provisoire.

Au long d'un procès de plusieurs semaines, le père Fell a été accusé d'avoir recruté des hommes pour mettre sur pied une unité de l'IRA à Coventry et préparer une campagne terroriste dans cette ville. Six autres personnes étaient sur le banc des accusés. Après sept heures de délibérations du jury, trois d'entre elles ont été, comme le père Fell, condamnées à de lourdes peines de prison: 10 ans pour Francis Stagg, accusé d'être le commandant de l'unité, 10 ans également pour Anthony Lynch, accusé d'être l'expert en explosifs, et 7 ans pour Thomas Rush, un soldat du groupe. Les trois autres accusés ont été acquittés.

Jamais encore des peines aussi sévères n'avaient été prononcées en Angleterre contre des républicains irlandais.

Chili : griefs des femmes d'ouvriers

SANTIAGO (UPI, AFP) — Le stade national de Santiago a été vidé hier de ses derniers prisonniers après avoir servi pendant près de sept semaines de camp de détention improvisé à la suite du coup d'Etat militaire au Chili. Les 1.500 derniers prisonniers qui y étaient encore détenus ont été transportés dans les prisons de la ville et de l'Etat sous bonne garde. Ils seront jugés pour crimes de droit commun ou crimes contre les militaires.

Cependant, la junte qui a renversé le président Allende le 11 septembre doit à son tour faire face au mécontentement des femmes, de la classe ouvrière cette fois. Celles-ci se plaignent des hausses de prix accélérées et des mesures arbitraires, renvois ou arrestations, prises contre certains ouvriers partisans de l'Unité populaire. Les griefs ont été exposés à deux membres du gouvernement au cours d'une visite surprise dans deux poblaciones de Santiago considérées comme des anciens bastions de la gauche. Les deux ministres ont surtout répondu par des conseils de privations volontaires et par des promesses.

La France justifie sa politique de défense nucléaire

NATIONS-UNIES (AFP) — Dans l'exposé de la politique française en matière de défense nucléaire, qu'il a fait hier devant la commission politique de l'Assemblée générale, le représentant permanent de la France aux Nations unies, M. Louis de Guiringaud, a déclaré que la France a décidé d'acquiescer l'arme nucléaire dès lors qu'elle était résolue à conduire une politique en toutes circonstances indépendante, même sans danger actuel, en vue de dangers potentiels non encore prévisibles. Il ne s'agit nullement d'une question de prestige, encore moins d'une affirmation gratuite d'orgueil national.

M. de Guiringaud a souligné que la France est immédiatement prête à mettre ses armes atomiques au rebut si les autres font de même; elle serait la première à se féliciter que soient consacrées au bien-être et au développement des plus déshérités toutes les dépenses actuellement réservées à la production d'armes dont les stocks sont tels à travers le monde qu'ils suffiraient à plusieurs apocalypses.

D'influents républicains pressent Nixon de s'expliquer devant la commission Ervin

WASHINGTON (AFP, PA, Reuter, UPI) — La seule façon pour le président Nixon de sortir de la crise provoquée par le scandale de Watergate est d'accepter de répondre aux questions de la commission Ervin.

Cette affirmation a été faite hier de trois sources différentes du parti républicain, chacune suggérant une formule différente.

Celui qui avait remplacé M. John Mitchell à la direction de la campagne pour la réélection du président Nixon, M. Clark MacGregor, témoignait hier devant la Commission Ervin. Selon lui, le président devrait accepter de rencontrer et de répondre aux questions du président et du vice-président de cette commission, MM. Sam Ervin et Howard Baker.

Les Palestiniens prêts à stopper "leur" guerre pour négocier la paix

BEYROUTH (AFP, PA) — Les Palestiniens seraient prêts à abandonner la lutte armée pour la libération de la Palestine et à jouer un rôle actif à la conférence de la paix chargée de régler le conflit du Proche-Orient. C'est ce qu'affirme un chef palestinien selon qui la majorité des membres du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) formée de cinq groupes de fedayin et qui dirige nul autre que Yasser Arafat du Fatah, ont accepté cette nouvelle orientation.

"Fondamentalement, a-t-il ajouté, nous reportons la lutte pour la Palestine de 1948 pour reprendre possession de la Palestine de 1967."

L'OLP est maintenant favorable à la formation d'un Etat palestinien distinct formé des territoires occupés par les Israéliens depuis la guerre des six jours de 1967, c'est-à-dire la rive occidentale du Jourdain, l'enclave de Gaza et un territoire situé à l'est de la mer de Galilée appelé plaine du Hamma.

Ces territoires appartiennent à la Jordanie, à l'Egypte et à la Syrie, mais ils sont peuplés de Palestiniens, au nombre de 980.000. Ce qui fait dire au chef palestinien que même si le roi Hussein de Jordanie finit par consentir

à la formation du nouvel Etat, il ne s'agira pas forcément d'une solution définitive du problème, car ce territoire ne pourrait pas recevoir les quelque 500.000 autres réfugiés palestiniens vivant actuellement au Liban, en Syrie et au Koweït.

Quoi qu'il en soit, de nombreux pays arabes, y compris ceux considérés comme les plus intransigeants comme l'Algérie, conseillent aux Palestiniens de participer à la conférence de la paix, car ils estiment que c'est un peu la dernière chance qu'ils auront de participer au règlement de leur problème qui autrement sera réglé sans eux par-dessus leur tête.

Mais la conférence aura pour but de régler le conflit sur la base de la résolution du 22 novembre 1967 qui considère les Palestiniens comme un problème de réfugiés et non comme un problème politique.

Il faut donc que les dirigeants palestiniens s'adaptent à ce cadre et trouvent une nouvelle plate-forme politique. Ce serait aussi une toute autre perspective que celle où se sont placés les Palestiniens depuis de nombreuses années, puisqu'elle implique la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

clamés par la justice américaine n'existent tout simplement pas.

M. Goldwater a profité de l'occasion pour lancer un nouvel appel au président Nixon afin qu'il accepte de se présenter comme témoin devant la commission Ervin. Il a ajouté qu'il croyait plus que jamais que cela pourrait être la seule solution qu'a le président de sortir de l'impasse.

Républicain trompé

Durant son témoignage, M. Clark MacGregor a déclaré qu'il avait eu l'impression d'avoir été trompé par des conseillers de la Maison Blanche qui se sont servis de lui pour masquer l'étendue du scandale de Watergate.

Il a identifié ces conseillers comme étant John Dean et Stuart MacGruder, qui était son adjoint au comité pour la réélection du président.

M. MacGregor a affirmé que s'il avait su que des personnes de son entourage étaient impliquées dans le scandale, il aurait conseillé au président Nixon de tout rendre public avant les élections, ce qui aurait évité la crise que traversent actuellement les Etats-Unis.

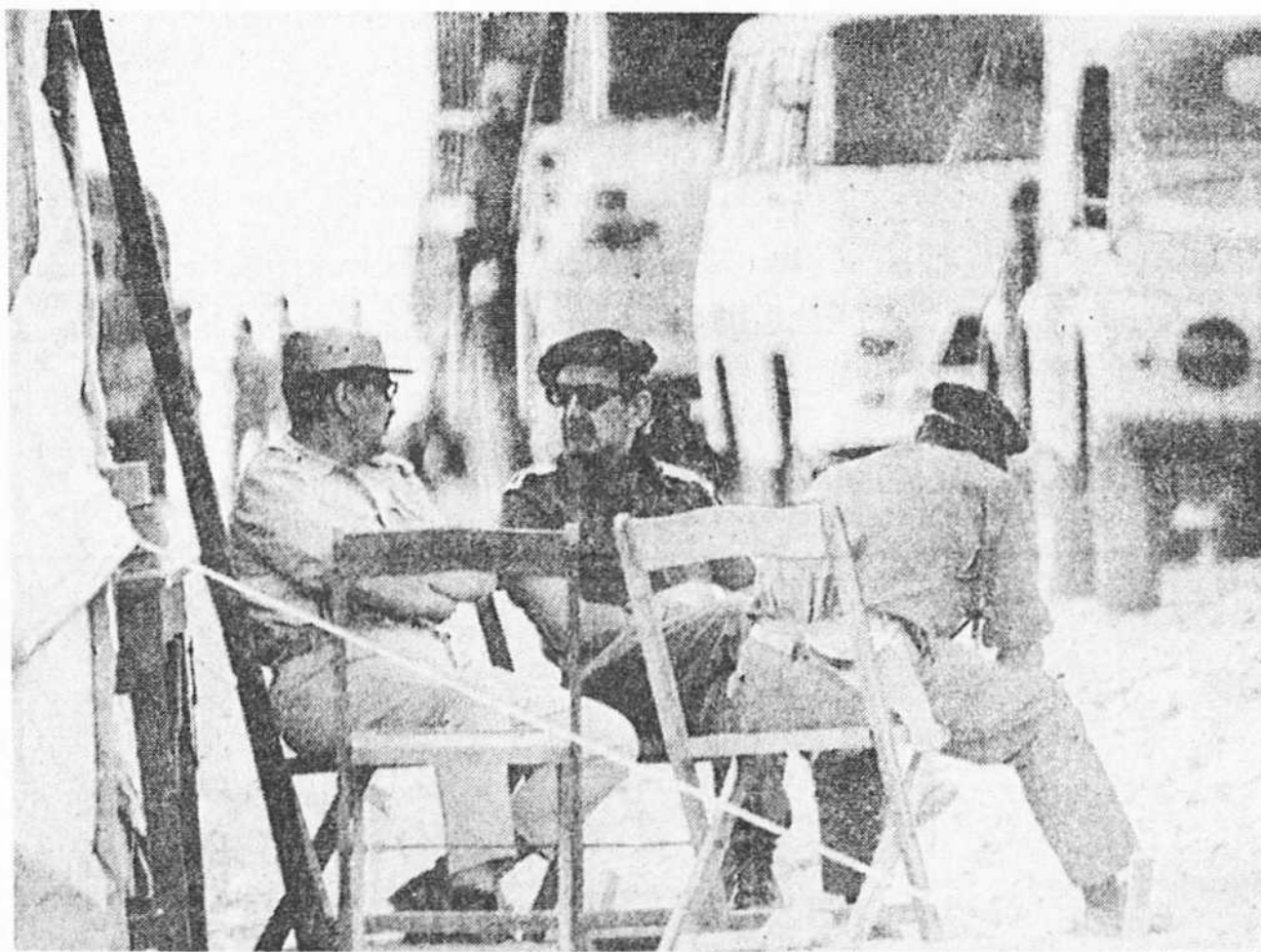
Son témoignage contredit toutefois ceux de l'ancien directeur intermédiaire du FBI, M. Patrick Gray, et de M. Robert Mardian, qui ont tous deux déclaré avoir averti MacGregor de ce qui se passait.

Entre-temps, le président Nixon a nommé des successeurs à MM. Elliot

Nixon boude les journalistes...

WASHINGTON (AFP, PA) — Le président Nixon a quitté précipitamment la capitale américaine, pour Key Biscayne, en Floride, hier, laissant en arrière le groupe de journalistes qui voyageaient habituellement avec le président dans son avion. C'est la première fois que cela se produit depuis que M. Nixon occupe la Maison-Blanche. Les relations entre le président et la presse sont manifestement au plus bas, surtout depuis les violentes critiques qu'il a adressées aux médias lors de sa récente conférence de presse.

M. Nixon est parti pour la Floride une heure à peine après la fin de son entretien avec Mme Meir.



Ravitaillement pour la 3e armée égyptienne

Des officiers égyptiens et israéliens discutent, tandis qu'un convoi de camions, transportant des vivres et de l'eau, passe devant la borne indiquant le kilomètre 101 sur la route reliant Suez au Caire. Les chauffeurs de la force d'urgence de l'ONU étant trop fatigués, c'était le tour hier des chauffeurs de l'armée israélienne de conduire les camions égyptiens qui transportent le ravitaillement aux hommes de la 3e armée égyptienne.

Mme Meir: pas de retrait unilatéral israélien, mais des lignes de démarcation plus cohérentes

WASHINGTON (AFP) — Tenant hier après-midi une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat Henry Kissinger et le président Nixon, Madame Golda Meir a souligné que personne ne pouvait reconstruire exactement les lignes tenues par les forces en présence lors du premier cessez-le-feu du 22 octobre et s'est déclarée opposée à un retrait unilatéral des forces israéliennes. Elle a préconisé des mouvements de troupes qui pourraient intéresser des forces importantes de part et d'autre et qui permettraient, selon elle, de tracer des lignes plus cohérentes. Elle a indiqué qu'il pouvait y avoir un plan à cet effet et que la question avait été évoquée à Washington.

Le premier ministre israélien a par contre déclaré tout ignorer de l'idée d'un corridor entre Le Caire et les forces de la troisième armée égyptienne sur la rive orientale du canal dans le sud du Sinai sous contrôle des Nations unies. Le porte-parole du département d'Etat avait indiqué hier

matin que cette idée était actuellement en discussion.

Pressée de questions, Madame Meir a cependant manifestement refusé de se laisser enfermer dans une formule rigide. Elle a préconisé entre l'Egypte et Israël des négociations qui permettraient de rectifier les lignes du cessez-le-feu en déplaçant des forces sur les deux rives du canal de Suez. Elle semblait ainsi implicitement favoriser une solution qui permettrait aux troupes égyptiennes de la troisième armée isolées sur la rive est dans le sud du canal de rejoindre le gros des forces égyptiennes.

Paraissant moins fatiguée et moins tendue que lors de son arrivée mercredi après-midi, le premier ministre a déclaré que, à l'issue de ses conversations à Washington, certaines questions s'étaient clarifiées. Le président, a-t-elle déclaré, m'a donné l'assurance que la sécurité et le bien-être d'Israël

constituent des préoccupations essentielles du peuple américain.

Madame Meir a affirmé qu'elle était, comme tout le monde en faveur de la détente. Mais, a-t-elle ajouté, je ne pense pas que ce soit à nous de payer la note pour que tout le monde soit heureux.

En ce qui concerne le règlement territorial définitif qui doit intervenir entre Israël et ses voisins, Madame Meir a souligné que son gouvernement n'avait pas tracé une carte mais avait des idées sur ce qu'il ne pouvait pas abandonner. Elle a précisé à ce propos que Jérusalem ne devait jamais redevenir une cité divisée et resterait la capitale de l'Etat d'Israël. En ce qui concerne, a-t-elle ajouté, nos idées sur le Golan et Sharm el Sheikh, nous ne nous attendons pas à ce que l'autre côté les accepte avant la négociation. Ils peuvent même dire qu'ils veulent récupérer Jérusalem. Madame Meir a indiqué que, en ce qui concerne le désert du Sinai, il devrait

Richardson et Archibald Cox, l'un démissionnaire, l'autre renvoyé le 20 octobre dernier.

Le nouveau secrétaire désigné à la Justice est le sénateur républicain William Saxbe de l'Ohio dont la nomination doit être ratifiée par le Sénat, tandis que le successeur de M. Cox est un avocat démocrate de Houston, M. Leon Jaworski, qui a annoncé son intention de se mettre au travail dès le début de la semaine prochaine.

Les sénateurs démocrates ont déjà fait savoir qu'ils étaient opposés à ce que le successeur de M. Cox soit nommé par l'exécutif et ont déposé un projet de loi pour que ce soit plus tôt le juge Sirica qui fasse la nomination. M. John Sirica a de nouveau entendu hier les explications des avocats de la Maison Blanche qui ont promis de faire entendre des experts qui établiraient hors de tout doute que les deux bandes portées disparues n'ont jamais véritablement existé.

Pétrole: la priorité au Pentagone

WASHINGTON (AFP) — L'arrêt des livraisons de pétrole arabe a commencé à se faire sentir aux Etats-Unis, et les Américains ont appris hier que dans la nouvelle situation les besoins accrus du Pentagone en pétrole seraient satisfaits en priorité. Cette mesure pourrait donc théoriquement, selon les observateurs, entraîner dans les cas extrêmes un rationnement du pétrole pour usage civil aux Etats-Unis, afin de satisfaire avant tout les besoins militaires.

L'amiral en retraite Eli Reich, directeur du programme de répartition obligatoire du pétrole mis en vigueur hier, a annoncé que la Marine avait déjà commencé à envoyer du pétrole américain à la 6e flotte en Méditerranée qui se fournit habituellement sur place auprès des raffineries des grandes compagnies.

Le secrétaire à l'Intérieur, M. Rogers Morton, a expliqué pour sa part que le Pentagone dépendait normalement de sources étrangères pour environ la moitié de ses besoins en pétrole à travers le monde, mais qu'il ne pouvait plus désormais compter sur ces approvisionnements. Les forces armées vont donc devoir prélever jusqu'à 340.000 barils supplémentaires par jour sur le marché américain pour leurs besoins à l'étranger. Ce prélèvement va réduire d'autant les quantités disponibles de pétrole pour usage civil et aggraver la situation de pénurie si la réduction des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient devait s'accroître.

Mentionnons à ce titre la suppression depuis hier aux Etats-Unis de 80 vols journaliers sur les lignes intérieures, pour économiser le carburant. Or, sur le front du pétrole, l'armée des Arabes, la bataille n'est pas terminée et au contraire semble se développer.

L'Arabie saoudite, le plus important producteur de la péninsule arabique, a encore réduit de 5 p. cent (soit 15 p. cent) au total son extraction. Elle entend d'autre part, plus que jamais, que le pétrole encore exportable ne soit acheminé ni sur les Etats-Unis, ni non plus, depuis hier, vers les Pays-Bas.

La position très ferme du roi Fayçal, motivée par l'aide militaire et financière que Washington a accordée à Israël durant la guerre, est suivie par les autres producteurs de la région. Elle met un terme au moins provisoirement, aux espoirs de ceux qui pensaient que le cessez-le-feu et le déclenchement des négociations amèneraient les pays producteurs arabes à reconsidérer leur position.

En Europe, les plus touchés, actuellement, par cette décision arabe sont les Pays-Bas, où le gouvernement a ordonné, sous peine d'amende très sévère, aux trois millions d'automobilistes hollandais de laisser leur voiture au garage le dimanche, pour réduire la consommation intérieure.

être possible de parvenir à une solution raisonnable. Par contre, elle s'est prononcée nettement contre la création d'un Etat palestinien autonome ou indépendant sur la rive occidentale du Jourdain. Entre nous et la Jordanie, a-t-elle dit, il ne doit pas y avoir d'autres Etats arabes. Elle a encore affirmé que le blocus du détroit de Bab el Mandeb, à l'entrée sud de la mer Rouge, constituait un problème difficile et que son maintien après le cessez-le-feu lui paraissait intolérable.

Après son entretien avec le président Nixon, Mme Meir a affirmé qu'elle ne croyait pas que les Etats-Unis avaient un plan détaillé pour établir une véritable paix durable au Moyen-Orient. Ces propos semblent appuyer les dires d'un porte-parole du département d'Etat selon lequel tout ce que les Etats-Unis tentent de faire c'est trouver un terrain d'entente pour amorcer des pourparlers israélo-arabes, sans exercer des pressions ou menacer d'imposer une solution des super-puissances.



Anouar Sadate en voie de gagner son pari

par Pierre SAINT-GERMAIN
enquête spéciale de LA PRESSE

LE CAIRE — Après son acceptation du premier cessez-le-feu suivi d'un élargissement de la brèche opérée par les Israéliens sur la rive occidentale du canal de Suez, certains observateurs avaient souligné que la popularité du président Sadate était en baisse en Egypte et dans d'autres pays arabes.

Dans la capitale égyptienne, cette interprétation est évidemment rejetée par les milieux proches du gouvernement, lesquels reconnaissent cependant qu'une partie des militaires et certaines couches de la population n'étaient guère favorables à la suspension des hostilités.

Popularité stable

Aujourd'hui en tout cas, les réactions que l'on recueille au Caire, donnent l'impression que la cote du chef de l'Etat est aussi forte qu'au moment où les troupes égyptiennes franchissaient le canal et prenaient pied dans le Sinai.

Je n'étais pas alors en Egypte, mais on se rappelle que plusieurs commentateurs étrangers avaient fait part du prestige dont jouissait le successeur de Nasser.

Ce que je constate depuis mon arrivée au Caire mercredi, c'est que la conférence de presse internationale, donnée le même jour par le président Sadate, a rassuré la population. Cette constatation ne découle pas, en ce qui me concerne, des commentaires de la presse égyptienne, qui est nationalisée, et par conséquent sujette à caution pour l'observateur soucieux de connaître tous les points de vue. Soit dit en passant, la télévision et la radio qui diffusent des émissions d'information en français et en anglais, sont également nationalisées.

Le pari du chef d'Etat

Il est de plus en plus notoire, aux yeux de l'Egyptien le moins politisé, que le pari du président Sadate — et de ses alliés, notamment des dirigeants syriens — était de dégelier la situation au Proche-Orient en vue de récupérer les territoires arabes occupés par Israël, tout en rétablissant les Palestiniens dans leurs droits.

Cette opération, estime-t-on ici, est en voie d'être concrétisée grâce au succès des forces armées arabes, du recours à l'arme du pétrole et, facteur extrêmement important, à l'unité réalisée par les Etats arabes au-delà des divergences certaines dans bien des domaines.

Au Caire, on ne cache pas qu'il faudra de la patience pour faire entendre raison à Israël, mais on considère que les pays arabes possèdent tous les atouts nécessaires pour y arriver avec l'appui, non seulement de l'Union soviétique, mais aussi des Etats-Unis.

A cet égard, on ne doute guère que Washington, pour des raisons économiques — surtout énergétiques — évidentes, stratégiques aussi, contribuera à amener le gouvernement de Jérusalem à se montrer réaliste.

Le voyage de "Golda"

Un spécialiste des problèmes du Proche-Orient me disait hier: "Le voyage de Mme Golda Meir à Washington vise, pour Israël, à limiter les dégâts. Mais le nouveau rapport des forces résultant des opérations en marche depuis le 6 octobre, mettra fin aux ambitions sionistes et réduira l'Etat hébreu à de justes proportions."

Mon interlocuteur m'a aussi parlé de l'éventuel "voisinage", même de la "coexistence possible" entre Israël et les pays arabes.

C'est là un thème sur lequel nous reviendrons.